Nº 1—7. JANVIER—JUILLET 1916

BULLETIN INTERNATIONAL DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE

CLASSE DE PHILOLOGIE
CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE

ANZEIGER DER AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN IN KRAKAU

PHILOLOGISCHE KLASSE
HISTORISCH-PHILOSOPHISCHE KLASSE



CRACOVIE
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ
1917

L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE A ÉTÉ FONDÉE EN 1873 PAR
S. M. L'EMPEREUR FRANÇOIS JOSEPH I.

PROTECTEUR DE L'ACADÉMIE:
Vacat.

VICE-PROTECTEUR:
Vacat.

PRÉSIDENT: S. E. M. LE COMTE STANISLAS TARNOWSKI.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: M. BOLESLAS ULANOWSKI.

EXTRAIT DES STATUTS DE L'ACADÉMIE

(§ 2). L'Académie est placée sous l'auguste patronage de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique. Le Protecteur et le Vice-Protecteur sont nommés par S. M. l'Empereur.

(§ 4). L'Académie est divisée en trois classes:

a) Classe de Philologie,
b) Classe d'Histoire et de Philosophie,
c) Classe des Sciences Mathématiques et Naturelles.

(§ 12). La langue officielle de l'Académie est la langue polonaise.

Depuis 1885, l'Académie publie, en deux séries, le „Bulletin International" qui paraît tous les mois, sauf en août et septembre. La première série est consacrée aux travaux des Classes de Philologie, d'Histoire et de Philosophie. La seconde est consarée aux travaux de la Classe des Sciences Mathématiques et Naturelles. Chaque série contient les procès verbaux des séances ainsi que les résumés, rédigés en français, en anglais, en allemand ou en latin, des travaux présentés à l'Académie.

Prix pour un an (dix numéros) — 6 K.
Adresser les demandes à la Librairie: Gebethner et Cie, Cracovie (Autriche), Rynek Główny.

Publié par l'Académie
sous la direction du Secrétaire général de l'Académie
M. **Boleslas Ulanowski**.

Nakładem Akademii Umiejętności.

Kraków 1917. — Drukarnia Uniwersytetu Jagiellońskiego pod zarządem Józefa Filipowskiego.

BULLETIN INTERNATIONAL
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES
DE CRACOVIE

CLASSE DE PHILOLOGIE. CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE

L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE CRACOVIE A ÉTÉ FONDÉE EN 1873 PAR

S. M. L'EMPEREUR FRANÇOIS JOSEPH I.

PROTECTEUR DE L'ACADÉMIE:

S. A. I. ET R. CHARLES ÉTIENNE, ARCHIDUC D'AUTRICHE.

VICE-PROTECTEUR:

Vacat.

PRÉSIDENT: S. E. M. LE COMTE STANISLAS TARNOWSKI.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL: M. BOLESLAS ULANOWSKI.

EXTRAIT DES STATUTS DE L'ACADÉMIE

(§ 2). L'Académie est placée sous l'auguste patronage de Sa Majesté Impériale Royale Apostolique. Le Protecteur et le Vice-Protecteur sont nommés par S. M. l'Empereur.

(§ 4). L'Académie est divisée en trois classes:

a) Classe de Philologie,
b) Classe d'Histoire et de Philosophie,
c) Classe des Sciences Mathématiques et Naturelles.

(§ 12). La langue officielle de l'Académie est la langue polonaise.

Depuis 1885, l'Académie publie, en deux séries, le „Bulletin International" qui paraît tous les mois, sauf en août et septembre. La première série est consacrée aux travaux des Classes de Philologie, d'Histoire et de Philosophie. La seconde est consacrée aux travaux de la Classe des Sciences Mathématiques et Naturelles. Chaque série contient les procès verbaux des séances ainsi que les résumés, rédigés en français, en anglais, en allemand ou en latin, des travaux présentés à l'Académie.

Prix pour un an (dix numéros) — 6 K.

Adresser les demandes à la Librairie: Gebethner et Cie, Cracovie (Autriche), Rynek Główny.

Publié par l'Académie
sous la direction du Secrétaire général de l'Académie
M. **Boleslas Ulanowski.**

Nakładem Akademii Umiejętności.

Kraków 1917. — Drukarnia Uniwersytetu Jagiellońskiego pod zarządem Józefa Filipowskiego.

BULLETIN INTERNATIONAL
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES
DE CRACOVIE

CLASSE DE PHILOLOGIE
CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE

ANZEIGER
DER
AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN
IN KRAKAU

PHILOLOGISCHE KLASSE
HISTORISCH-PHILOSOPHISCHE KLASSE

ANNÉE 1916



CRACOVIE
IMPRIMERIE DE L'UNIVERSITÉ
1917


P. A. N. Instytut Historii
Biblioteka
A 103

Table des matières.

Page

Bibliographie 73, 132
Bieńkowski Piotr. Note sur quelques sculptures antiques de Cracovie 25
— Les lécythes grecques dans les collections d'antiquités à Cracovie 80
Brückner Aleksander. Contribution à l'histoire de la langue polonaise. V-e partie 9
— Les principes de l'éthymologie slave 100
Elzenberg Henryk. Les bases de la métaphysique de Leibniz 106
Grabowski Tadeusz. Les dernières années de Meletius Smotrycki . . 7
Halecki Oskar. La Lithuanie, certains territoires russes et la Samogitie comme parties integrantes du Grand Duché de Lithuanie . . . 51
Horodyski Władysław. La philosophie de l'absolu de Hoene-Wroński 33
— La philosophie de Lambert dans ses rapports avec les doctrines de Kant et de Bacon 113
Krzeczkowski Konstanty. La commission instituée dans la Republique de Cracovie pour regler l'état juridique des paysans 37
Michalski Konstanty C. M. La philosophie thomistique en Pologne à la fin du XV et au commencement du XVI siècle 64
Rostafiński Józef. La martre, la fouine et la belette 12
— Mémoire sur les termes employés dans la langue polonaise pour désigner quelques produits des betteraves 13
Sajdak Jan. Quae ratio inter Gregorium Nazianzenum et vetustissima carmina christiana intercedat 83
Sinko Tadeusz. Les sources classiques dans l'oeuvre de Stanislas Wyspiański 14
— De traditione orationum Gregorii Nazianzeni. I: De tempore et ordine orationum Constantinopoli habitarum 16
— De traditione orationum Gregorii Nazianzeni. Pars II 22
— Epître adressée par un humaniste à Jean Długosz en 1455 . . . 105
Szczepański Władysław S. J. La signification de *Kbrt hā'āreṣ* . . . 29
Taylor Edward. L'idée fondamentale de la coopération 54
Witkowski Stanisław. Études sur Homère. La Dolonie 90

Bulletin International
de l'Académie des Sciences de Cracovie.

I. Classe de Philologie.
II. Classe d'Histoire et de Philosophie.

N° 1—7. Janvier—Juillet. 1916.

Sommaire. Séances du 3 et du 10 janvier; du 14 et du 21 février; du 13 et du 20 mars; du 3 et du 10 avril; du 9 et du 15 mai; du 5 et du 19 juin; du 3 et du 10 juillet.

Résumés: 1. GRABOWSKI TADEUSZ. Les dernières années de Meletius Smotrycki.
2. BRÜCKNER ALEKSANDER. Contribution à l'histoire de la langue polonaise V-e partie.
3. ROSTAFIŃSKI JÓZEF. La martre, la fouine et la belette.
4. ROSTAFIŃSKI JÓZEF. Mémoire sur les termes employés dans la langue polonaise pour désigner quelques produits des betteraves.
5. SINKO TADEUSZ. Les sources classiques dans l'oeuvre de Stanislas Wyspiański.
6. SINKO TADEUSZ. De traditione orationum Gregorii Nazianzeni, I: De tempore et ordine orationum Constantinopoli habitarum.
7. SINKO TADEUSZ. De traditione orationum Gregorii Nazianzeni. Pars II.
8. BIEŃKOWSKI PIOTR. Note sur quelques sculptures antiques de Cracovie.
9. SZCZEPAŃSKI WŁADYSŁAW S. J. La signification de *Kbrt hā'āres*.
10. HORODYSKI WŁADYSŁAW. La philosophie de l'absolu de Hoene-Wroński.
11. KRZECZKOWSKI KONSTANTY. La commission instituée dans la République de Cracovie pour regler l'état juridique des paysans.
12. HALECKI OSKAR. La Lithuanie, certains territoires russes et la Samogitie comme parties integrantes du Grand Duché de Lithuanie.
13. TAYLOR EDWARD. L'idée fondamentale de la coopération.
14. MICHALSKI KONSTANTY C. M. La philosophie thomistique en Pologne à la fin du XV et au commencement du XVI siècle.
15. BIBLIOGRAPHIE.

SÉANCES

I. CLASSE DE PHILOLOGIE.

SÉANCE DU 10 JANVIER 1916.

PRÉSIDENCE DE M. C. MORAWSKI.

M. Ignacy Chrzanowski présente son article: „*Les sources classiques du poème tragique »Mnich« (Le Moine) de Joseph Korzeniowski*“.

M. Tadeuszr Grabowski présente son article: „*Nouvelles contributions à l'histoire de la conception de l'art poétique chez les écrivains du mogen-âge et de la renaisance en Polojne*“.

Le Secrétaire présente le compte-rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 20 janvier 1916.

SÉANCE DU 14 FÉVRIER 1916.

Présidence de M. C. MORAWSKI.

M. Tadeusz Grabowski présente son article: *„Les dernières années de Meletius Smotrycki“* [1]).

Le Secrétaire présente le travail de M. Joachim Reinhold: *„Les eléments classiques et féodaux de l'amour chevaleresque d'après les poètes provençaux“*.

Le Secrétaire présente le compte-rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 10 février 1916.

SÉANCE DU 13 MARS 1916.

Présidence de M. C. MORAWSKI.

M. Józef Rostafiński présente son travail: *„Mémoire sur les termes employés dans la langue polonaise pour désigner quelques produits des betteraves“* [2]).

M. Tadeusz Sinko présente son travail: *„Les sources classiques dans l'oeuvre de Stanislas Wyspiański“* [3]).

M. Ignacy Chrzanowski présente son travail de M. Józef Ujejski: *„Les ideés dominantes dans le poème »Anhelli« de Jules Słowacki“*.

SÉANCE DU 10 AVRIL 1916.

Présidence de M. C. MORAWSKI.

M. Aleksander brückner présente le travail: *„Contribution à l'histoire de la langue polonaise“*. V-e série [4]).

M. Stanisław Windakiewicz présente son travail: *„L'influence de Dante sur les poèmes de Sigismond Krasiński“*.

Le Secrétaire présente le compte-rendu de la séance de la Commission de l'histoire de l'art en Pologne du 9 mars 1916.

Le Secrétaire présente le compte-rendu de la séance de la Commissions linguistique du 22 mars 1916.

---

[1]) Voir Résumés p. 7.
[2]) Voir Résumés p. 13.
[2]) Voir Résumés p. 14.
[4]) Voir Résumés p. 9.

SÉANCE DU 9 MAI 1916.

PRÉSIDENCE DE M. C. MORAWSKI.

M. STANISŁAW TOMKOWICZ présente son article: „*L'état actuel des archives et des bibliothèques qui se trouvent dans la partie du Royaume de Pologne occupée par l'Autriche*".

M. JÓZEF TRETIAK présente son article: „*Une poésie inconnue d'Adam Mickiewicz*".

M. TADEUSZ SINKO presente son travail: „*De traditione orationum Gregorii Nazianzeni, I: De tempore et ordine orationum Constantinopoli habitarum*" [1]).

SÉANCE DU 19 JUIN 1916.

PRÉSIDENCE DE M. C. MORAWSKI.

M. JÓZEF ROSTAFIŃSKI présente son travail: „*La martre, la fouine et la belette*" [2]).

M. PIOTR BIEŃKOWSKI présente son article: „*Note sur quelques sculptures antiques de Cracovie*" [3]).

Le Secrétaire présente le travail de M. JAN SAJDAK: „*Quae ratio inter Gregorium Nazianzenum et vetustissima carmina christiana intercedat*.

Le Secrétaire présente le travail de M-me MARYA DYNOWSKA: „*Philippe Nerée Golański et les théories néoclassiques du XVIII siècle en Pologne*".

Le Secrétaire présente un article de M. WŁODZIMIERZ DEMETRYKIEWICZ: „*Les études préhistoriques en Suisse*". I-e partie.

Le Secrétaire présente le compte-rendu de la séance de la Commission anthropologique du 23 mai 1916.

SÉANCE DU 10 JUILLET 1916.

PRÉSIDENCE DE M. C. MORAWSKI.

Le Secrétaire présente le travail de M. WŁADYSŁAW SZCZEPAŃSKI S. J.: „*La signification de Kbrt hā'āreṣ*" [4]).

[1]) Voir Résumés p. 16. [2]) Voir Résumés p. 25.
[3]) Voir Résumés p. 12. [4]) Voir Résumés p. 29.

M. Józef Tretiak présente son travail: *„Adam Mickiewicz envisagé d'après des sources inédites"*. I-e partie.

Le Secrétaire présente le travail de M. Maryan Szyjkowki: *„Le fantôme dans la poésie polonaise avant Adam Mickiewicz"*.

Le Secrétaire présente le travail de M. Edmund Bulanda: *„Le mythe de Cronos représenté sur un cratère faisant partie de la collection du comte Georges Mycielski"*.

Le Secrétaire présente le compte-rendu de la séance de la Commission philologique du 3 juillet 1916.

II. CLASSE D'HISTOIRE ET DE PHILOSOPHIE.

SÉANCE DU 3 JANVIER 1916.

Présidence de M. F. ZOLL sen.

Le Secrétaire présente le travail de M. Maryan Łodyński: *„Les chartes falsifiées du XIII siècle de l'evêché de Płock"*.

Le Secrétaire présente le travail de M. Władyłsaw Horodyski: *„La philosophie de l'absolu de Hoene-Wroński"* [1]).

SÉANCE DU 21 FÉVRIER 1916.

Présidence de M. F. ZOLL sen.

Le Secrétaire présente le travail de M. Konstanty Michalski: *„La philosophie thomistique en Pologne à la fin du XV et au commencement du XVI siècle"* [2]).

Le Sécretaire présente le travail de M. Konstanty Krzeczkowski: *„La commission instituée dans la Republique de Cracovie pour regler l'état juridique des paysans"* [3]).

SÉANCE DU 20 MARS 1916.

Présidence de M. F. ZOLL sen.

Le Secrétaire présente le travail de M. Oskar Halecki: *„La Lithuanie, certains territoires russes et la Samogitie comme parties intégrantes du Grand Duché de Lithuanie"* [4]).

[1]) Voir Résumés p. 33. [2]) Voir Résumés p. 37.
[3]) Voir Résumés p. 64. [4]) Voir Résumés p. 51.

Le Sécretaire présente le travail de M. ADAM KŁODZIŃSKI: „*Les rapports du roi Ladislas Łokietek avec les Habsbourgs (1330—1332).*

Le Secrétaire présente le compte-rendu de la séance de la Commission de l'histoire de la philosophie en Pologne du 21 février 1916.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1916.

PRÉSIDENCE DE M. F. ZOLL SEN.

Le Secrétaire présente les travaux de M. STANISŁAW ZACHOROWSKI: a) „*Les »colloquia« en Pologne du XII jusqu'au XIV siècle*" — b) „*Les synodes diocésains dans la province de Gniezno entre 1423—1427*" — c) „*Les traités juridiques composés à l'occasion du projet de couronnement de Vitold, Duc de Lithuanie (1429—1430)*".

SÉANCE DU 15 MAI 1916.

PRÉSIDENCE DE M. F. ZOLL SEN.

Le Secrétaire présente le travail de M. WŁADYSŁAW SZCZEPAŃSKI S. J.: „*Les quatre Évangiles: introduction, nouvelle traduction et commentaire*".

Le Secrétaire présente le travail de M. EDWARD STAMM: „*Pessimisme et optimisme. Étude sur les bases étiques de la résignation active*".

Le Secrétaire présente le compte-rendu de la séance de la Commission historique du 17 décembre 1915.

SÉANCE DU 5 JUIN 1916.

PRÉSIDENCE DE M. F. ZOLL SEN.

M. WŁADYSŁAW CHOTKOWSKI présente son travail: „*Histoire des cloîtres et monastères en Galicie à l'époque des partages de la Pologne. Première partie: Les ordres complétement éliminés*".

Le Secrétaire présente le travail de M. EDWARD TAYLOR: „*L'idée fondamentale de la coopération*" [1]).

---

[1]) Voir Résumés p. 54.

SÉANCE DU 3 JUILLET 1915.

PRÉSIDENCE DE M. F. ZOLL SEN.

Le Secrétaire présente le travail de M. RAFAŁ TAUBENSCHLAG: *„La procédure observée dans le procès intenté á propos de Virginie“*.

Le Secrétaire présente le compte-rendu de la séance de la Commision de l'histoire de la philosophie en Pologne du 4 juillet 1916.

Résumés

1. GRABOWSKI TADEUSZ. **Ostatnie lata Melecyusza Smotryckiego.** (*Die letzten Jahre Meletius Smotryckis*).

Die Persönlichkeit des Meletius Smotrycki ist in jüngster Zeit zum Gegenstand recht beachtenswerter Forschungen geworden, welche größeres Interesse sowohl in psychologischer Hinsicht als auch wegen des neu gewonnenen geschichtlichen Materials verdienen.

Unter den polnischen Gelehrten ist an das Studium dieses Gegenstandes der neben Prof. Dr. Brückner tüchtigste Kenner jener Zeit, Prof. Dr. Tretiak, herangetreten. Die russischen Gelehrten (Żukowicz, Osinskij) haben historisches Material beigebracht, durch welches sowohl die in den Landtagen zur Verhandlung gekommene Kirchenunion wie auch die von den Russisch-orthodoxen in den Kirchenkonzilen von Kiew und Lemberg eingenommene Stellung beleuchtet wird. Im Lichte dieses historischen Gewinnes erscheinen auch klarer auf dem Hintergrund der damaligen Zeit die Gestalt Smotryckis und seine Kompromißpläne, und wir kommen in die Lage, seine Bestrebungen besser zu verstehen und allseitig und gründlich zu beurteilen.

Ein Vorspiel zu den Kompromißplänen, welche lediglich an dem Widerstand des Pöbels während des Kiewer Kirchenkonzils scheiterten, bildete Smotryckis Polemik mit den Unierten in Angelegenheit des Patriarchen Teophan. Hierin vertrat er sowohl seine eigenen Interessen wie auch die der russisch-orthodoxen Hierarchie, welche geneigt war, seinen Kompromißweg einzuschlagen. Er setzte sich für die religiösen Freiheiten ein, da es sich ihm darum handelte, seinen Bestrebungen politisches Gewicht zu verleihen. Es unterliegt auch keinem Zweifel, daß Smotrycki durch sein Doppel-

spiel, das von den unierten Polemikern bald entdeckt wurde, wenig Beifall unter der großen Menge erntete. Ein Mann von solcher Glaubensinnigkeit, wie Smotrycki, gewesener Jesuitenzögling und Wittenberger Scholar, konnte sich in der Stickluft der russich-orthodoxen Brüderschaften, deren Macht er vergebens zu stürzen suchte, nicht wohlfühlen.

Sein angeborener Ehrgeiz zog ihn in jenes Lager hinüber, wo seine unadelige Herkunft verspottet wurde. Es schmerzte ihn immer, daß das russisch-orthodoxe Lager verbauerte, da der Adel in das katholische Lager übertrat, ja, sogar sich den Unierten gegenüber ablehnend und geringschätzend verhielt, daß der orthodoxen Partei das kulturell höher stehende Element entfremdet wurde, daß es sich den Intrigen des russischen Patriarchats und der moskowitischen Regierung gegenüber widerstandsfähiger erwies. Als Vertreter der westlichen Kultur und Anhänger der in der katholischen Theologie angenommenen These, daß Staatseinheit ohne Religionseinheit undenkbar sei, war er vor allem bestrebt, auf dem von Skarga bereits versuchten Wege eine Union zustandezubringen, um so nun die überaus schädlich wirkende Zerrissenheit des ruthenischen Volkes zu beseitigen, jenes Volkes, für dessen Rechte er sich immer einsetzte und in jenem Staate, dessen religiöse Zersplitterung von auswärtigen Faktoren ausgebeutet wurde. Wenn er zum Märtyrer der Union dort nicht geschaffen erscheint, wie Kuncewicz ein solcher infolge Smotryckis früherer Hetzagitation geworden war, so fehlte es ihm wenigstens nicht an Scharfsinn, die traurigen Folgen eines solchen Zwiespaltes vorauszusehen.

Wurde auch die Lage durch seine Abtrünnigkeit von der orthodoxen Kirche nicht besser, so waren doch die Gründe dieser Abtrünnigkeit nicht materieller Natur. Veranlaßt wurde sie nämlich durch die überragende geistige Kultur des ehemaligen erbitterten Gegners der Union, sowie durch die Hoffnung, daß der Reichstag, dessen Aufmerksamkeit von den Problemen des Krieges mit Schweden ganz verschlungen zu sein schien, sich doch endlich wird für diese Angelegenheit gewinnen lassen. Leider erwies sich diese Hoffnung als trügerisch; trotz ihrer Tragweite begegnete diese Frage in Polen einer ähnlichen Gleichgültigkeit, wie man mit ihr schon auf den früheren Reichstagen in der Zeit, wo die Union von Brześć zustande kam, zu kämpfen gehabt hatte.

Als Schriftsteller erinnert Smotrycki durch sein Temperament,

an Orzechowski. In ähnlicher Weise wie dieser schöpfte er seine Gedanken, welche der katholischen und der russisch-orthodoxen Kirche fremd sind, aus einer fremden Quelle, verlangte in ähnlicher Weise wie dieser Toleranz für Russisch orthodoxe, und als endlich seine Sturmzeit vorüber war, spann er Pläne, welche mit seiner Vergangenheit im krassesten Gegensatz standen. Seine humanistische Bildung, Verwendung der polnischen Sprache und seine Kompromißbestrebungen sind nicht ohne maßgebenden Einfluß auf die Tradition der Kiewer Akademie und die späteren Vertreter der orthodoxen Hierarchie geblieben, welche sich zu Zeiten Mohiłas und Kossows weit abseits von dem Byzantynismus Wiszeńskis und Kopysteńskis zu halten verstand. Der Pöbel, das Kosakenvolk, die Popen, die Brüderschaften verharrten auf ihrem Standpunkt und büßten ihre Verblendung mit dem moskowitischen Joch, da die Russisch-orthodoxen in der Folge der Willkürherrschaft des Moskauer Patriarchats unterstellt wurden.

---

2. BRÜCKNER ALEKSANDER. **Przyczynki do dziejów języka polskiego. Serya V. i ostatnia.** (*Beiträge zur Geschichte der polnischen Sprache*).

Es ist der Schlußteil einer Reihe von Abhandlungen, die wie viele vorausgegangene desselben Verfassers, in erster Reihe als Vorarbeiten zu einem künftigen Thesaurus linguae polonicae zu gelten haben. Denn ein solcher Thesaurus wird zu einer unvermeidlichen Aufgabe der nächsten Zukunft werden. Die bisherigen polnischen Lexika reichen nicht im geringsten aus; „Linde“ umfaßt, mit starken Lücken, nur die Sprache von 1550—1800; das neue Warschauer Wörterbuch, so verdienstlich auch dieses von einigen Privatpersonen unternommene Werk sein mag, ist zu knapp gehalten. Alle slawischen Akademien halten es für ihre Ehrenpflicht, für ihre Nationen derartige Werke zu schaffen. Die Agramer ist darin am weitesten vorgeschritten; die Petersburger hat schon ganze Bände beigesteuert; die Prager geht, trotz des großen Werkes von Kott und des altböhmischen Wörterbuches von Gebauer, langsam an eine neue Materialiensammlung zu einem Thesaurus linguae bohemicae. Ein künftiger Thesaurus der polnischen Sprache wird den alten und neuen, einheimischen Sprachschatz erschöpfend darstellen: er wird verzichten auf die fremde, wissenschaftliche Nomenklatur, auf viele

Verbalsubstantiva und andere Ableitungen, die im Warschauer Wörterbuch figurieren; er wird dafür Orts- und Personennamen (in gedrängter Kürze) aufnehmen; er wird womöglich die richtigen Etymologien beibringen (im Warschauer Wörterbuch sind sie vielfach falsch), ohne sich bei leicht einzusehendem auf Verweisungen einzulassen, z. B. wird er nur „*dobry* gut“ erklären, aber bei *dobroć*, *dobrodziej*, *dobrotliwy*, *wydobrzeć* u. s. w. nichts erwähnen; ebensowenig wird er bei *spór*. *opór*; *zbór*. *zbiór*, *ubiór*, *wybór*, *wybiór*, *obiór*, *pobór*. *dobór* u. s. w. auf die „Wurzeln“ verweisen. Und ebensowenig wird es seine Aufgabe sein, bei Wörtern, wie *syn*, *dom*. *brat*, *mać* u. dgl. ihre Deutung zu geben; es genügt die Angabe, daß dies urslawische Worte seien; denn ein besonderes etymologisches Wörterbuch, nach Art des deutschen von Kluge oder des russischen (übrigens wenig gelungenen) von A. Preobrażenskij, ist auch fürs Polnische unerläßlich; ein solches gedenkt der Verfasser selbst abzufassen, das natürlich nur die „Hauptstämme“ oder richtiger gesagt nur die wichtigeren, einheimischen und fremden Wörter enthalten soll.

Die bisherigen Abhandlungen des Verfassers dienten vielfach beiden Zielen; einmal sammelten sie alte Wörter und Belege aus mittelalterlichen, namentlich Glossenhandschriften sowie aus Drucken und Handschriften des XVI. und XVII. Jahrhunderts; dann trachteten sie, die Etymologie vieler Wörter, einheimischer wie fremder, zu ergründen. Denn die Etymologie, speziell die slawische, liegt gar sehr im Argen, ist heute ganz auf die Abwege der Wurzelvergleichung geraten und rückt daher nicht von der Stelle, wie dies das Bernekersche Etymologische Wörterbuch ohneweiteres beweist. Gerade die Etymologie verlangt behutsames, langsames Forschen und Deuten; man kommt oft erst nach Jahren auf die richtige Spur, öfters gar nur durch Zufall. So hat der Verfasser erst nach Jahren die Angaben des Długosz über die mythologischen Namen der Polen auf ihr richtiges Maß zurückzuführen vermocht; gerade der 25. Beitrag ist diesem Thema ganz gewidmet; es hat sich gezeigt, daß sogar dem Nyja, der durch die Wiederholung bei Parkosz um 1440, einer ganz von Długosz unabhängigen Quelle, gesichert schien, jeder Wert abzusprechen ist.

Neben diesem einen Zweck, der Bereicherung des Lexikons und der Etymologie, verfolgt speziell der Beitrag Nr. 26 einen andern. Die Richtung der modernen Forschung zielt noch immer, obgleich

der Glaube an die Ausnahmslosigkeit der sog. Lautgesetze längst erschüttert ist, darauf hin, das Gesetzmäßige, Organische in der Sprache zu betonen, den Zufall, die Willkür auszuschalten; Psychophonetiker suchen sogar rein mechanische Vorgänge auf ihre Notwendigkeit hin zu prüfen. Dem gegenüber zeigt der Verfasser an einer Reihe von Erscheinungen aus der polnischen Laut- und Formenlehre sowie Orthographie auf die reinste Willkür, den Zufall, der sich in der Sprache, als einer menschlichen Erfindung, breit machen muß; er sammelt Beispiele von Dissimilationen und Metathesen, deren Hauptgrund einfach in dem Analphabetismus zu erkennen ist, denn hauptsächlich sind es fremde Wörter, die somit im eigenen sprachlichen Bewußtsein nicht fest verankert sind, die diesen Prozessen unterliegen. Oder wie kann von einem zureichenden Grund die Rede sein, wenn wir sehen, daß neun slawische Sprachen die Dissimilation oder Metathese unterlassen, aber die zehnte, wo alle Verhältnisse die gleichen sind, sie durchführt; *rycerz* bleibt überall unverändert, aber der Kleinrusse macht daraus *łycar*, aus *arendarz* macht der Weißrusse allein *landar* u. s. w., aus *przykopa* der Pole ein *krzypopa*, aus *pokrywadło* der Böhme ein *koprvadlo* u. s. w. Absichtlich überschreibt der Verfasser dieses Kapitel mit Launen, Grillen, Willkür in der Sprache, denn er ist, ganz zu Unrecht, wegen solcher Auffassungen scharf angegriffen worden, aber die schönsten Deklamationen von dem unaufhaltsamen Fortschritt ad astra können das Faktum der in der Sprache herrschenden Willkür oder Laune nicht umstoßen. Es sammelt nun der Verfasser absichtlich eine Menge der verschiedensten sprachlichen und schriftlichen Erscheinungen der unverfälschtesten Willkürherrschaft und gibt Vorschläge zur Eindämmung dieser Willkür wenigstens in der schriftlichen Fixierung der Sprache. Er geht noch weiter und bezeichnet als bloße Willkür moderne Erklärungen, Etymologien u. dgl., die sich mit den Erscheinungen der Sprache nicht in Einklang bringen lassen, sie einfach unberücksichtigt, sich durch Äußerlichkeiten verführen lassen, wenn z. B. der Schreibung von *ǫ* durch *ą* ein gepreßtes *á* zu Grunde gelegt wird oder gebildeten Polen des XVII. Jahrhunderts die Möglichkeit von Masurismen bei ihren Reimereien zugemutet wird. Und ebenso vergeblich wäre es, bei einem *powiedać* neben *powiadać* nach einem Grunde (außer einem Einflusse von *powiem?*) zu suchen, ihn gar im Einfluß des Böhmischen finden zu wollen. Solche Annahmen von fremdsprachlichen Einflüssen, von Analogien,

von Quantitäts- und Akzentwirkungen (z. B. bei den Doppelformen *Warcisław* und *Wrocisław* u. dgl.) nehmen sich furchtbar gelehrt aus, aber sie reden nur an den Erscheinungen vorbei, statt sie wirklich zu erklären. So wird namentlich an der neuesten Darstellung der polnischen Phonetik aufgezeigt, wie sie die Einheitlichkeit der Erscheinungen auf Kosten des tatsächlichen Bestandes durchführt, unangenehmes mit Schweigen übergeht, anderes willkürlich umdeutet; ein Kapitel daraus wird kritisch besprochen und es wird der Nachweis geführt, daß darin nur das Altbekannte richtig, alles neu Vorgebrachte unrichtig ist. Nur bei oberflächlicher Betrachtung entgehen einem die wirklichen Schwierigkeiten; allzusehr kompliziert ist jede, namentlich Schriftsprache, allzu vielen streitenden Einflüssen ausgesetzt, als daß man sie ohneweiteres als ein durchaus organisches Gebilde, ohne alle Unregelmäßigkeiten, Auswüchse u. dgl. darstellen könnte.

In der Schlußnummer werden wiederum seltene Worte und Formen aus verschiedenen Texten des XV. und XVI. Jahrhunderts angeführt; es wird u. a. nachgewiesen, daß *Bożyce* des Bogurodzicaliedes der richtige alte Vokativ von *Bożyc* ist; es wird an Beispielen gezeigt, wie sogar unscheinbare Texte, kleine Broschüren jener Zeit wertvolles Material enthalten können.

---

3. ROSTAFIŃSKI JÓZEF. **Tchórz, kuna i łasica.** (*Über Iltis, Marder und Wiesel*).

Mit dem Worte „tchórz“ bezeichnet man im Polnischen sowohl den Iltis wie auch einen feigen Menschen. Der Verfasser beweist, daß diese Zusammenstellung auf einem Mißverständnis beruht. Der Iltis ist ein mutiges Tier, er wird aber auch Stänker genannt, weil er mit Stinkdrüsen am After ausgerüstet ist, deren übelriechende Ausscheidung ein wirksames Verteidigungsmittel gegen Feinde bildet. Man war im Mittelalter der irrigen Meinung, der überfallene Iltis lasse aus Furcht vor dem Feinde einen Wind streichen, und da man auch bei einem feigen Menschen in Gefahr eine ähnliche Wahrnehmung macht, so entstand die auf unrichtiger Basis gegründete Analogie.

Der Edelmarder wird im Polnischen und Russischen „kuna“ genannt. O. Keller war der Meinung (Die antike Tierwelt I. p. 161), daß dieser Name aus dem Slawischen stammt und in das Alt-

griechische καννάκη übergegangen ist. Dem ist nicht so. Καννάκη ist ein kleinasiatischer Name, wahrscheinlich iranischen Ursprungs. Er ist von den Skythen nach Europa gebracht. Diese Völker vermittelten, wie bekannt, den Handel zwischen den griechischen Kolonien am Schwarzen Meere und den nördlich wohnenden Slawen und können den Pelznamen für Edelmarderfelle den Slawen gebracht haben. Da man die Felle des Edelmarders stets aus Westeuropa verlangte, so hat sich der Name „kuna" unter den dort wohnenden Slawen, d. h. Polen und Russen erhalten. Der Verfasser erzählt ferner, wie dieser Name „kuna" im Polnischen auf verschiedene andere Gegenstände übertragen wurde und warum dies geschah.

Die Katze erschien in Nordeuropa gegen das X. Jahrhundert. Nichtsdestoweniger waren die Mäuse und Ratten dem Menschen auch früher lästige Tiere. In diesen früheren Zeiten vertrat das Wiesel die Stelle der Katze ebenso wie im Altertum in Rom. Das Tierchen ist allerliebst, wenn es gezähmt wird, was mit jungen Tieren sehr leicht zu erreichen ist. Sie verstehen sich ausgezeichnet zu schmiegen. Schmiegen heißt polnisch *łasić się* und deswegen wird das Wiesel noch jetzt polnisch „łasica" (eine, die sich zu schmiegen versteht) genannt.

---

4. ROSTAFIŃSKI JÓZEF. **O nazwach ćwikły, buraków i barszczu.** ***(Über die Namen von Mangold, Rüben und Bärenklau).***

Wir kennen zwei Rassen der Runkelrübe. Beide stammen von der wilden *Beta maritima* ab. Die eine mit harter Wurzel wird der eßbaren Wurzeln wegen als sogenannter Mangold kultiviert. Die Wurzeln des zweiten sind saftig und süß; die rote und die Zuckerrübe gehören hieher. Im Altertum und das ganze Mittelalter hindurch kannte man nur den Mangold. In Polen wird der Mangold *ćwikła* genannt. Er kam, wie sein Name beweist, aus Byzanz, wahrscheinlich schon in vorgeschichtlicher Zeit. Er diente allgemein als Nahrungsmittel der armen Bevölkerung und wurde bis zum Anfang des XVII. Jahrhundert angebaut. Im sechzehnten Jahrhundert wurde nach Polen eine rote Rübe mit saftigen Wurzeln gebracht. Wegen ihres Wohlgeschmacks wurde sie gern genossen, und zwar gebacken, aber auch mit Sauerkraut zusammengekocht, um dieses schön rot zu färben. Durch Kochen verliert die ange-

säuerte rote Rübe ihre rote Farbe und wird fahl, polnisch *bury*, daher wurde zuerst das aus gekochten angesäuerten roten Rüben, zubereitete Gericht *buraki* genannt, und in der Folge wurde dieser Name auch auf die Pflanze übertragen.

Die bei der Ansäuerung der roten Rübe entstehende Flüssigkeit kam am Ende des XVIII. Jahrhunderts als eine allgemein wohlbekannte polnische Suppe unter dem entlehnten Namen *barszcz* in Gebrauch.

Der Name *barszcz* bedeutet ursprünglich in slawischen Sprachen soviel als Sproß und wird auf eine Pflanze, und zwar auf *Heracleum sphondilium* übertragen. Diese Bezeichnung wurde der Pflanze, die man deutsch als Bärenklau bezeichnet, deswegen beigelegt, weil ihre süßlichen, sich rasch entwickelnden Sprosse in der allgemeinen ursprünglichen Volkswirtschaft von großer Bedeutung waren. Analog kann man auf *Archangelica officinalis* hinweisen, die im hohen Norden als eine nahrungliefernde Pflanze noch im XII. und XIII. Jahrhundert unter dem Schutze des Gesetzes stand. Die Barszczpflanze enthält in ihren Sprossen soviel Zucker, daß er sich aus den geschälten Stengeln in Form von gelbem Staub ausscheidet. Der Stengel kann roh gegessen werden. Gekocht liefert er ein süßlich schmeckendes Mus. Aus den Blättern gewinnt man durch Fermentation ein säuerliches, wohlschmeckendes Getränk. Die daraus zubereitete saure Suppe wurde auch als *barszcz* bezeichnet.

Eine so wertvolle Pflanze mußte schon dem vorgeschichtlichen Menschen auffallen und allgemein bekannt sein. Der französische Name *la barce* und das deutsche b e r s t e n stehen mit dem polnischen *barszcz* offenbar in genetischem Zusammenhange. Wahrscheinlich hatte *Heracleum* in der Urzeit Eurasiens eine allgemeine volkstümliche Bedeutung.

---

5. SINKO TADEUSZ. — **Antyk Wyspiańskiego**. *(Wyspiański und die Antike).*

Wyspiański (1869—1907) fühlte sich früh von der Antike hingezogen. Dies beweist schon sein Pariser Libretto u. d. T.: Die Danaiden (1891). Aber erst bei der Anfertigung der Illustrationen zu der Ilias (1896) ist er in die Welt Homers so eingedrungen, daß er schon sein ganzes Leben lang ein Homeride geblieben ist. Die Schule hatte ihm einige Kenntnis der Poetik des Aristoteles

(drei Einheiten, Furcht und Mitleid) beigebracht; der Einfluß Nietzsches (Geburt der Tragödie) und Schurés (le drame musical) vertieften seine Auffassung der Tragik, und die Lektüre der antiken Tragödien (in Übersetzungen) lieferte ihm Muster und Motive. Unter diesen Einflüssen bereicherte er seine „Legende“ (über Krakus und Wanda) mit antiken Bestandteilen, und aus Homer spann er den Faden zu seinem „Meleager“ (1897) und seinem „Protesilaos und Laodamia“ (1899). Auch einen heimischen Stoff bearbeitete er in antiker Manier als den „Fluch“ (1899). Beim Studium der griechischen Literaturgeschichte fesselte ihn die Nachricht Herodots (6, 21) über die Aufführung des Falls von Milet (Phrynichos) und das Verbot, den Zuschauer von der Bühne an sein eigenes Mißgeschick zu erinnern. Um dem übermächtigen Einfluß der romantischen Poesie, die den Tod predigte und dem wirklichen Leben fremd gegenüberstand, entgegenzuwirken, zeigte er den schädlichen Einfluß dieses romantischen Wahnes in drei historischen Dramen (Die Warschauerin, ein Lied aus d. J. 1830, Lelewel, die Legion des Mickiewicz) und in zwei phantastischen Bühnensatiren (Eine Hochzeit 1901, Die Erlösung 1903). Nun wandte er sich der Poesie des Lebens zu, belebte in der „Akropolis“ (1904) die Bildsäulen und Bilder in der Kathedrale auf dem Wawelhügel in Krakau, um durch den Mund des Psalmisten David ein Auferstehungslied anzustimmen. In demselben Drama verkündigte er das Mysterium des Todes als Palingenesie. Diese Theorie der Palingenesie in Bezug auf den polnischen Aufstand vom J. 1830 predigte er durch den Mund der Persephone in seiner ‚Novembernacht’ (1904), einem sonderbaren Versuche, die nationale Katastrophe aus dem Wirken der Homerischen Gottheiten zu erklären. Zu Homer führte ihn aufs neue die Vorbereitung der Gesamtausgabe seiner Iliasillustrationen (Ὁμήρου Ἰλιάς, 1903). So versuchte er jetzt eine eigenartige Revision der Ilias in der ‚Achilleis‘ (1903), in die er auch Motive von Dictys Bellum Troianum einwob. Aber der Versuch, die Abstinenz des Helden vom Kampfe durch eine neue Philosophie der Verdammung der Tat zu erklären, ließ sich mit der Homerischen Tradition, die schließlich siegte, nicht gut in Einklang bringen. Besser gelang ihm die Konzentration der Odyssee in ‚Odysseus’ Heimkehr (1907)‘. Er belud den Helden mit der Schuld der Impietät gegen den Vater, ließ ihn aber sogar über das Verhängnis triumphieren, zu spät, da seine Rachepläne von selbst in Erfüllung gingen. Der von Odysseus ersehnte

Kahn des Charon zieht mit den Seelen der Freier an ihm vorbei. Der Mann der Tat bleibt auch nach dem Tode ein Irrender. Ein Vergleich ‚der Heimkehr des Odysseus‘ mit Hauptmanns Werk ‚Der Bogen des Odysseus‘ zeigt Wyspiańskis Überlegenheit sowohl über Hauptmann wie auch über andere zeitgenössische Dichter der antiken Tragödien. Wyspiański war nicht nur ein eifriger Homeride, sondern auch immer ein Bekenner der antik-tragischen Weltanschauung.

6\. SINKO TADEUSZ. — **De traditione orationum Gregorii Nazianzeni, I: De tempore et ordine orationum Constantinopoli habitarum.**

Die Sammlung der Reden des Nazianzeners, überliefert durch die Handschriften vom IX. Jahrh. angefangen, umfaßt außer 45 eigentlichen Reden vier theologische Traktate in Briefform (epist. 101. 102. 202. 243 Migne), zwei exegetische Versuche (Die Metaphrase des Ekklesiastes und die Erklärung von Ezechiel), und zwei akzentuierende Gedichte (Poem. mor. 3, Poem. dogm. 32 Migne) zusammen 53, mit dem hie und da angehängten Testament 54 Nummern. Da aber or. 35 und epist. 243 vielen Gesamthandschriften fremd sind, die exegetischen Versuche nicht überall vorkommen und die beiden Gedichte oft in einer Position vereinigt werden, beträgt die normale Gesamtzahl der Nummern 52 (νβ′) oder 47 (μζ′). Das erste Corpus ist mit dieser Zahl von Elias Cretensis, das zweite von Ioannes Memphites bezeichnet und charakterisiert worden. Dieser Tradition folgend, unterscheiden wir unter den Gesamthandschriften eine νβ-Familie (Sigle N) und eine μζ-Familie (Sigle M). In jeder Familie ist die Anordnung der Nummern konstant, in beiden verschieden.

Um die Grundsätze beider Akoluthien zu erkennen, untersucht der Verfasser zuerst die bekannte Gruppe von 5 theologischen Reden (or. 27—31), deren übliche Anordnung und Benennung, von Petrus Mosellanus Protogenensis (De theologia libri quinque. Lat. trad. Basileae, Frobeniana, 1523) eingeführt, sich auf die Autorität der Familie N stützt, die von elf Handschriften mit 52 Schriften repräsentiert wird: Ambr. 1014, s. IX; Vindob. theol. gr. 126, s. X. ex.; Mosqu. Syn. 141, s. X ex.; Mosqu. Syn. 142, s. X in.; Mosq. Syn. 147, s. X; Patm. 43a, 43b, s. X.; Laur. VII 22, s. XI; Caesenat. Malatest. XXIX 1, s. XI; Par. 524. s. XIII; Laur. VII 12,

s. XV; Par. 510, s. IX. Der berühmte Parisinus 510 nimmt die letzte Stelle ein, weil seine Anordnung schon verworren ist. Sogar die Auswahl von diesen fünf Reden ist traditionell, wie Neap. Borbon. II B, 5, s. XIV beweist. Ihre Zusammenfassung zu einem Ganzen ist ohne Zweifel von Gregor selbst bewerkstelligt worden, wie dies der Anfang von or. 28 beweist, in dem or. 27 rekapituliert, die folgenden dagegen angekündigt werden. Und dennoch beweist eine genaue Analyse der Reden: 1) daß die agnostische Tendenz von or. 27 und 28 von dem Zwecke der triadologischen Reden 29—31 absticht; 2) daß or. 29 mit ihrem Eingang direkt an or. 27 anknüpft und die or. 28 ignoriert; 3) daß sich nur or. 27—30 gegen die Eunomianer wenden, während or. 31 gegen die Macedonianer und andere Pneunotomachen gerichtet ist. Hieronymus nennt die letzte Rede *de Spiritu Sancto liber unus*, während die ersten vier unter dem Gesamttitel *Adversus Eunomium liber unus* stecken. Der griechische Titel von or. 27 Πρὸς Εὐνομιανοὺς bezieht sich also auf die folgenden Reden (28. 29. 30), während ihr nur der Nebentitel Προδιάλεξις, Vorrede zukommt. Die Rufinische Bezeichnung dieser Rede: *Contra Arianos* stützt sich auf eine Glosse im ersten Kapitel, die noch im Vindobonensis 759, s. XII fehlt. Auf Grund dieser Erwägungen wird die ursprüngliche Reihenfolge jener fünf Reden so bestimmt: or. 27. 29. 30; 31; 28. Diese Anordnung erhielt sich in der Familie M.

Um weiteres Material zur Beurteilung der Akoluthien vorzubereiten, untersucht der Verfasser die Chronologie aller Reden, vor allem die der Wirksamkeit Gregors in Konstantinopel (5 Semester, nach Beginn 379 — Ende Juni 380) angehören. Für den Hauptzweck dieser Wirksamkeit hielt Gregor die Begründung der Triadologie und ihre Verteidigung gegen die Häretiker. Einzelne Phasen dieser Wirksamkeit können genau an der Hand der Angaben des *Carmen de Vita* verfolgt werden. Nach seinem Zeugnis (v. 1113 sqq) fällt die glänzende Periode der theologischen Tätigkeit Gregors auf die Monate nach der Ordination Maxims (Ende Februar 380) bis zur Ankunft des Kaisers Theodosius in die Hauptstadt (24. Nov. 380). Als Frucht dieser Tätigkeit wird die Begründung der echten Triadologie hergestellt. Gregor rekapituliert (de Vita v. 1210—1257) seine Beweisführung, die sich ganz mit dem Gedankengang der or. 27 deckt. Die Inhaltsangabe der eigentlichen theologischen Reden wird hier unterlassen, nachdem sie schon in Poem. dogm. I (= or. 28), Poem. dogm. II

(= or. 29), Poem. dogm. III (= or. 31) Platz gefunden hat. Or. 30, die hauptsächlich die Zeugnisse der Bibel behandelt, widerstrebte der metrischen Behandlung. So werden die fünf theologischen Reden den Monaten vor Ende November 380 zugewiesen. Einen Beweis dafür, daß Gregor von Anfang an an die Publikation der genannten Reden dachte und dieselbe selbst vorbereitete, findet der Verfasser in Poem. de se ipso L v. 53 f., das er nach gewissen Angaben in die ersten Wochen nach der Ordination des Maximos setzt.

Um die Hypothese zu untersuchen, daß die Darstellung (de Vita) einzelner Abschnitte der Tätigkeit Gregors in der Hauptstadt mit den Motiven der in diese Abschnitte fallenden Reden operiert, wendet sich der Verfasser der Erzählung von der Uneinigkeit der neuen Gemeinde Gregors zu und, nachdem er de Vita v. 680 ff als Nachahmung von Paul. I Cor. 1, 10 ff erwiesen hat, vergleicht er diese Stelle und die ganze Darstellung jener Uneinigkeit mit or. 32, die auch nach anderen Anhaltspunkten den ersten Monaten des Jahres 379 angehören muß. Gregor hat diese Rede selbst nicht herausgegeben und so konnte er später ihre Hauptmotive in or. 27. 28 verwenden. Die in Carmen de Vita (v. 696 ff) folgenden Beschimpfungen Gregors durch die Arianer werden zurückgewiesen in or. 33, die auch nach anderen Merkmalen bald nach or. 32 entstanden sein muß. Die Beschreibung der arianischen Gräuel und Gewalttaten, die wir in dieser Rede (c. 3—5) finden, besteht aus lauter Motiven, die Gregor schon früher bei demselben Gegenstande verwendet hat und von denen er auch später Gebrauch macht. So muß es befremden, daß or. 35, die denselben Gegenstand behandelt, von diesen Wiederholungen frei ist, ja, außer der schulmäßigen bakchischen Ekphrase die Hervorhebung des Anteils der arianischen Frauen an jenen Gräueltaten aufweist, die sonst Gregor fremd ist. Auch formell sticht sie ab von seinen anderen Reden, so in den Einleitungsformeln bei den Zitaten aus Paulus (καθώς φησιν ὁ Ἀπόστολος), in der Zulassung von verbotenen Hiaten (5 in c. 3) und in fünf ἅπαξ λεγόμενα auf drei Seiten. Das Bedenken gegen ihre Authentizität wird durch die mangelhafte handschriftliche Überlieferung bestätigt und macht uns skeptisch auch gegen die beiden exegetischen Versuche, die der Familie M ebenso fremd sind.

Nachdem der Verfasser auf diese Weise mit Hilfe des Carmen de Vita die Zeit von sieben Reden bestimmt hat, behandelt er die gleich beim Eintritt in Konstantinopel beschriebene neue Häresie (de Vita,

609 ff), beweist durch die Übereinstimmung ihrer Lehren mit Epist. 101. 102, daß damit die Apollinaristen gemeint sind, und führt aus, daß gegen diese Häretiker or. 38 gerichtet ist, die mit Usener dem Weihnachtsfeste des Jahres 379 zugeschrieben wird. Dadurch ist zugleich die Zeit der beiden folgenden Reden (39. 40) festgestellt. Die Tatsache, daß beinahe die Hälfte von or. 38 später vom Gregor selbst in or. 45 (Eine Osterpredigt) zur Bekämpfung derselben Apollinarier herübergenommen wird, beweist, daß or. 38 von Gregor selbst nicht publiziert worden ist. Hier behandelt der Verfasser die Frage der Wiederholungen in Gregors Reden und weist ihre größte Anwendung den improvisierten Reden zu. Als solche wird in den Handschriften or. 20 (περὶ θεολογίας[ά]καὶ καταστάσεως ἐπισκόπων) bezeichnet, die aus einzelnen Abschnitten von or. 2 und Reminiszenzen von or. 27. 29. zusammengeflickt ist. Wo sie über den hl. Geist spricht, finden wir noch keine Reminiszenzen von or. 31 verwendet. So muß sie nach or. 27. 20, aber vor 31 entstanden sein, vielleicht bei einem Besuch von fremden Bischöfen in Gregors Kirche, was durch den verdorbenen Titel (— er soll lauten <κατά> καταστάσεως ἐπισκόπων) angegeben zu sein scheint. Die Erhaltung dieser und anderer improvisierter Reden verdanken wir den tachygraphischen Aufnahmen, denen ein besonderer Exkurs vom Verfasser gewidmet wird.

Wenn or. 20 gewissermaßen für das Echo der theologischen Reden zu halten ist, so wird die erste Ankündigung jener Reden in or. 23 gegeben, die mit Rauschen in die Zeit nach 28. Februar 380 verlegt wird. Durch diese Rede wird die Beilegung des inneren Streites wegen des antiochenischen Schismas gefeiert. In den Anfang dieses Schismas fällt die verzweiflungsvolle, lyrische Rede 22, die vor die frühe or. 32 zu setzen ist. Den (im kirchlichen Sinne) panegyrischen Reden 38. 39. 40, ging die Pfingstenpredigt (or. 41) voraus, deren Zeit (379) schon Rauschen richtig bestimmt hat; ihre versöhnliche Stimmung wird schon vorbereitet in or. 26, die der Verfasser für eine Palinodie der or. 25 hält. Hat Gregor dort den Maximos als den christlichen Philosophen gefeiert, so wird hier ein Ideal des echten Philosophen aufgestellt, dessen Züge nicht mehr auf den Maximos, sondern auf Gregor selbst passen. Or. 26 ist der Hieronymische *liber vituperationem Maximi continens*, dessen Existenz neben der or. 25 m a n c h e bestimmt hat, den echten Titel der or. 25: Εἰς Μάξιμον τὸν φιλόσοφον ἐκ τῆς ἐξορίας ἐπανελθόντα (Laudes Ma-

ximi philosophi post exilium reversi, Hier.) zu ändern in: Εἰς Ἥρωνα κ. τ. λ. Unsere Handschriften haben nur diesen geänderten Titel aufbewahrt, aber das Zeugnis des Hieronym, durch andere Erwägungen gestützt, beweist, daß or. 25 denselben Cyniker feiert, der in den Carmina so geschmäht wird. Nicht anders hat Gregor die Bischöfe in der öffentlichen or. 42 und in den „privaten“ Invektiven (De se ipso carm. XII. XIII) behandelt.

Die Lobrede auf Maximos (or. 25) wurde bei der Abreise des Gefeierten nach Alexandrien gehalten. Gregor hätte gern durch ihn eine Anerkennung seines neuen Amtes von Peter von Alexandrien erwirkt. Durch die Ordination des Maximos wurden Gregors gute Beziehungen zu Peter zerrissen. Aber nach dem Falle des Cynikers fand eine Aussöhnung statt, die in or. 34 (Frühling, 380) gefeiert wird. Hier wird die Gregorianische Lehre von der Dreieinigkeit als Eigentum jenes Petrus von Alexandrien gepredigt, wie sie früher (in or. 21) als die Lehre des hl. Athanasius empfohlen wurde. Da Gregor in der am 14. September 379 gehaltenen Lobrede auf Cyprian den Märtyrer seine or. 21 ausbeutet, muß diese in frühere Zeit fallen.

Die Zeit der einzigen erhaltenen Homilie Gregors (or. 37) wird durch den Hinweis auf das ersehnte Edikt gegen die Häretiker bestimmt, das der Verfasser in dem Edikt vom 10. Januar 380 sieht. Wie diese, so ist noch or. 36 in Anwesenheit des Kaisers und des Hofes gehalten worden. Die darin als frisches Ereignis erwähnte gewalttätige Forderung des Volkes, daß Gregor als Bischof angestellt werde, bezieht sich auf d. 27. November 380. So gehört or. 36 dem Ende des Jahres 380 an, während or. 42 seine konstantinopolitanische Mission abschließt. Or. 44 gehört nach der Erwähnung der ἐπείσακτοι (c. 8) der späteren Zeit an.

Die neue Anordnung der konstantinopolitanischen Reden gestaltet sich demnach folgendermaßen J. 379: or. 22. 32. 33. 21. 25. 26. 41. 24. 38; Jahr 380: 39. 40. 23. 34. 27. 29. 30. 31. 20. 28. 36. 37; Jahr. 381: or. 42. Manche Positionen (besonders theologische Reden) finden Bestätigung in der Familie M, die durch folgende acht Gesamthandschriften repräsentiert wird: Mosqu. Syn. 139, s. IX; Patm. 33, a. 941; Vat. 2061, s. X; Ottob. 396, s. X; Coisll. 51, s. X; Ven. Marc. 70, s. X; Flor. Conv. Soppr. 177, s. XI; Laur. VII 8, s. XI. Die Handschriften die nur einzelne Bücher oder einzelne Teile dieser Sammlung darbieten, werden hier nicht (ebensowe-

nig oben bei Familie N) angeführt. Die Akoluthie der konstantinop. Reden ist in diesen Handschriften folgend: 23. 22; 38. 39. 40. [1. 45. 44.] 41; 32. 33; 27. 29. 30. 31. 20. 28; 34. [14. epist. 101. 102.] 36, 26; 25. 24. 21. [15.] 42. Die sieben eingeklammerten Nummern gehören nicht nach Konstantinopel. Beide Osterreden (1. 45.), die erste zu Anfang, die zweite gegen das Ende der priesterlichen Tätigkeit Gregors, und die spätere Kyriakepredigt (or. 44) sind mit den gleichartigen konstantinopol. Reden verbunden. Dieselbe Rücksicht hat den drei Enkomien das vierte (or. 15), frühere, angegliedert. Besonders ungeschickt ist die Voranstellung der or. 23 der weit früheren 22. Beiden wird die frühere or. 6 als Εἰρηνικὸς πρῶτος vorangestellt. Die Unkenntnis des wahren Titels der or. 25 hat ihre Nachstellung nach der or. 26 bewirkt. Aber die Lage der or. 22 vor 32, der sich unmittelbar or. 33 anschließt und besonders die ursprüngliche Anordnung der theologischen Reden beweist, daß die den Titeln beigefügte Erklärung des Anlasses und des Ortes mancher Rede oft eine treffende Zeitbestimmung und Reihenfolge der Reden zuließ. Da die Familie M die von Gregor selbst hergestellte Zusammenfügung der fünf Theologischen Reden zu einem ganzen nicht berücksichtigt, ist sie ausschließlich auf die stenographischen Aufnahmen der Reden zurückzuführen. Natürlich mußte auch der Sammler der Familie N, wo die *editiones peculiares* fehlten, also vorerst bei den improvisierten Reden, auf die Commentarii notariorum zurückgreifen; dabei tilgte er aus dem Text manches, was in Familie M (besonders παρενθῆκαι in or. 38. 44. 15.) erhalten ist. Wir werden sehen, daß diese überhaupt einen besseren Text aufbewahrt hat als Familie N. Jedenfalls haben wir mit zwei beinahe gleich alten (?) Ausgaben des handschriftlichen Nachlasses Gregors zu tun, deren nähere Bestimmung auf Grund mancher alten Textscholien ausgeführt werden wird.

Eine der Familie M nahe Akoluthie der konstantinopolitaner Reden hat Scholiasta Syrus (herausgeg. v. Wright, Catal. of. Syriac. Mrs. aus dem Cod. Lond. Add. 14547, s. IX, wo aber das betreffende Scholion auf fol. 2a von jüngerer Hand stammt), nämlich: 27. 30. 31; 38. 39. 41; 22. 33; 15. 24. 25. 34. 21; 32; 20. 28; 26. 42; 14; 40. 45; 29; 36. Die Akolutie der Reden 33—45 (14 Nummern) beweist, daß dieses Scholion auf der syrischen Übersetzung der Reden von Paulus von Cypern (beendet 624) basiert, die hauptsächlich durch Cod. Lond. Add. 12153, 14547/8, 14549, wie

mich Dr. Willy Lüdtke aus Kiel belehrt hat, überliefert ist. Daß diese Übersetzung die griechische Familie M reproduziert, wird später ausgeführt werden. — Die Akoluthie der Familie N ist in diesen konst. Reden wie folgt: 21. 24. 15. 25. 34; 20. 27. 28. 29. 30. 31; 38. 39. 40. 45. 44. 41; 33. 22. 32. 26. 36. 42. Die ersten vier Nummern umfassen lauter Lobreden (denn auch or. 34 ist eine Lobrede auf die Ägypter), die weiteren sechs sind theologische Reden, die weiteren sechs panegyrisch, die letzten sechs behandeln die Rolle Gregors in den inneren Zwistigkeiten. Wie dieses Prinzip auch bei den übrigen Reden eingehalten wird, werden wir sehen, nachdem wir die Chronologie der Gregorianischen Reden aus der Zeit vor dem Jahre 379 festgestellt haben. Das soll in der zweiten Abhandlung geschehen.

---

7. SINKO TADEUSZ. — **De traditione orationum Gregorii Nazianzeni. Pars II. De tempore et ordine reliquarum orationum.**

In Ergänzung seiner Untersuchungen über die konstantinopolitanischen Reden Gregors v. Naz. wendet sich der Verfasser den zwanzig Jahren zu, die der Ankunft nach Konstantinopel (379) vorangegangen sind und stellt zuerst fest, daß die beiden Schmähreden gegen Julian einige Monate nach dessen Tode, aber vor dem Tode Jovians (17. Feb. 364) verfaßt und publiziert worden sind. Die in or. 4, c. 10 erwähnte Zwietracht der Mönche, die nach vielen Zeugnissen nur von kurzer Dauer war, wird durch or. 6 abgeschlossen. Dieselbe enthält c. 3 post in. ein Zeugnis, nach dem ihr schon einige Reden an die nazianzenische Gemeinde vorangegangen sind; in einer ist der Redner von den Mönchen abgestoßen worden. Dies bezieht sich auf or. 3, während die Stelle or. 6, c. 11 in. (οὐχ ὡς ἐχθροὺς ἀπεστράφημεν, ἀλλ' ὡς ἀδελφοὺς περιεπτυξάμεθα) an den Anfang von or. 1. anspielt: ἀλλήλους περιπτυξώμεθα, εἴπωμεν ‚ἀδελφοί' καὶ τοῖς μισοῦσιν ἡμᾶς. So ergibt sich für das Jahr 364 folgende Reihenfolge der Reden: or. 4. 5. 1. 3. 2. 6. 15, die sowohl von der heute angenommenen, wie von der in den Handschriften überlieferten abweicht. Die Gründe der Anordnung in beiden Hauptfamilien der Handschriften (M u. N) werden mit Hilfe der Titel und der denselben beigefügten Scholien genau untersucht.



Um den Faden der Ereignisse nach dem Jahre 364 zu gewinnen, berücksichtigt der Verfasser die philanthropische Tätigkeit Basils des Großen seit dem Jahre 365 und beweist, daß die damit zusammenhängende or. 14 weder die Gründungen Basils bei Caesarea, noch seine darauf sich beziehenden Reden (hom. 6. 7) kennt, und nach anderen Indizien in Nazianz im Jahre 365 entstand. Der nächste feste Punkt für die Anordnung vieler Reden ist Gregors Konsekration zum Bischof von Sasima, die vor Ostern 372 stattfand. Auf Grund einer eingehenden Analyse der betreffenden Reden gelangt der Verfasser zu dem Resultat, daß or. 10 bald nach jener Konsekration in Nazianz gehalten wurde und daß or. 11 entstand, als Gregor mit der Abreise nach seinem neuen Bestimmungsort zögerte und der von Basil gesandte Nyssener ihn zur Pflichterfüllung zu zu bewegen suchte. Gregor scheint erst in Begleitung seines Vaters und Basils die lang verschobene Reise nach Sasima angetreten zu haben. Zu seiner Inauguration bei der neuen Gemeinde hielt er or. 9. Als Bischof von Sasima begrüßte er in or. 13 einen gegen den Willen des Bischofs Anthimus in Doara konsekrierten Bischof, wobei er zwischen Basil und Anthimus zu vermitteln suchte. Aber damit endet seine kurze Tätigkeit in Sasima. Er gab sie auf und entfloh wieder ins Kloster, bis ihn die Bitten seines greisen Vaters bewogen, nach Nazianz zurückzukehren und die Pflichten des Kollaborators zu übernehmen. Die Übernahme dieser Pflichten wird gefeiert in or. 12. An der Seite des Vaters hielt Gregor noch or. 16 (in der er Basils hom. 6. 7. 8. 9 benützt) und or. 17 (im J. 373); nach seinem Tode entstand or. 19 (im J. 375). Die von der eben festgestellten abweichende Reihenfolge dieser Reden in beiden Familien der Handschriften wird untersucht und erklärt.

Im dritten Kapitel: *De Appendice orationum Gregorii Nazianzeni* beschäftigt sich der Verfasser mit denjenigen Schriften, die in der Familie N nach den konstantinopolitanischen Reden angeführt werden, d. h. epist. 101. 102. 202. or. 4. 5. 37. 13. Ad Virg. Doxol. epist. 243. Jez. Eccl. Fünf Positionen, die am Anfange stehen, sind sicher authentisch und bedürfen nur insoweit einer Erklärung, daß sie in den Handschriften ans Ende geraten sind. Die Authentizität von or. 37 und 13 wird in den Handschriften bezweifelt, und es werden von dem Verfasser die Gründe dieser Zweifel untersucht und widerlegt. Mit Adhort. ad Virg. u. Doxol. wird das Corpus M abgeschlossen, wobei es scheint, daß Doxol. nur als Lückenbüßer

zum würdigen Abschluß ins Corpus aufgenommen wurde. Drei folgende Positionen der Familie N sind fremder Herkunft. Die in epist 243 (P. G. 46, col. 1105 CDE) angeführten Gleichnisse, mit denen das Verhältnis der drei Personen in e i n e r Gottheit illustriert wird, sind von Gregor v. Naz. in or. 31. c. 32 sqq verworfen worden. Auch die theologische Terminologie und copia verborum spricht gegen die Autorschaft des Nazianzeners. So scheint der Syrische Übersetzer dieses Briefes Recht zu haben, wenn er ihn Gregor dem Thaumaturgen Bischof von Neocaesarea in Pontus zuschreibt. Werke Γρηγορίου ἐπισκόπου Νεοκαισαρείας und Γρηγορίου ἐπισκόπου Διοκαισαρείας (wie Nazianz epist. 141 M. u. Poem. de se ipso XIX. 25 genannt wird) konnten leicht verwechselt werden. Über die Herkunft der Metaphrase des Ecclesiastes entscheidet das Zeugnis des heiligen Hieronymus, der Comm. in Eccle. 4, 12 (P. L. T. 26 col. 1103 AB) eine längere Stelle, lateinisch anführt, die wir in Metaph. in Eccl. c. 8 sub fin. wiederfinden, als Eigentum des Vir Sanctus Gregorius Ponti episcopus, Origenis auditor. Die Analyse der Semasia εἰς Ἰεζηκιήλ beweist, daß wir hier mit einem nicht einheitlichen Konglomerat der origenianischen Scholien (nach Hier. transl. Orig. hom. 1. in Ezech. und Comm. in Ezech. c. 1) zu Ezechiel zu tun haben, das jedenfalls nicht zur Publikation bestimmt war. Die Hypothese des byzantinischen Scholiasten, daß jene Notizen unter dem handschriftlichen Nachlaß des Nazianzeners gefunden wurden, würde ihre Aufnahme in das Corpus Gregorianum erklären.

Schon durch die Feststellung der Tatsache, daß die in N nach der Doxologie überlieferten Schriften (wie auch or. 35) nicht authentisch sind, läßt vermuten, daß die Familie M, in der sie fehlen, den Vorzug verdient. Diese Vermutung wird näher durch Untersuchung jener Stellen in or. 38. 44. 41. 24 begründet, in denen M einen volleren, sicher authentischen Text aufbewahrt hat. Die Hauptstelle in or. 44 (c. 2, col. 609, 12) wird in den Handschriften von gewissen redaktionellen Bemerkungen begleitet, die nur für Familie N passen, in denen sich die sog. παρενθήκη (bis col. 612, 18 — πλησιάσαντες) am Ende der Rede befindet, während sie im M und bei den Syriern an ihrem Platze steht. Auch in kleineren Ergänzungen und anderen Lesarten hat M den Vorzug vor N, wie dies die aus beiden Familien zusammengestellte und erklärte *varietas lectionis* in or. 44. 41. 38. 27 beweist, wobei in or. 38. 41 u. 27 das Zeugnis

des Rufinus, in anderen auch das der Syrischen Übersetzer (nach den Kollationen vom Herrn Bibliothekars Willy Lüdtke in Kiel) zu Hilfe kommt. Sowohl Rufinus wie die Syrier befolgen ein Exemplar der Familie M, wobei die Syrier z. B. or. 38 col. 324, 8 allein die ursprüngliche Lesart bewahrt haben. Es fehlt aber auch nicht an Stellen, wo nur ein Teil von M, dagegen die meisten N das Gute aufweisen, wodurch wir gezwungen werden, neben der führenden Familie M auch die Lesarten von N überall zu berücksichtigen. N ist die Grundlage der Mauriner (bei Migne abgedruckten) Ausgabe, die nur in den Noten manche Lesarten von M beibringt. Familie M war stichometrisch und diese Stichometrien werden speziell untersucht. — Nach diesen Feststellungen werden (im Kapitel IV) noch die übrigen durch Rufinus und die Syrier übersetzten Reden behandelt, um beide Übersetzungen genauer zu charakterisieren. In einem besonderen Kapitel (V) werden diejenigen Hds. behandelt, die einen Teil der Familie M oder N enthalten, oder eine andere Akoluthie bieten oder eine Auswahl der 16 ev. der übriggebliebenen Reden aufweisen. Die Behandlung der wichtigsten griechischen u. lateinischen Testimonia bis zum IX. Jahrh. bildet den Abschluß (Kapitel VI) dieser Untersuchungen, deren Auszug den Stoff zu der Präfatio der Ausgabe der Reden liefern wird.

BIEŃKOWSKI PIOTR. **O kilku antykach krakowskich.** *(Über einige Antiken in Krakau).*

Die Arbeit zerfällt in drei, in losem Zusammenhang miteinander stehende Aufsätze.

I. Der erste Aufsatz bezieht sich auf die immer noch nicht aufgeklärte Frage der Vorlagen, die von griechischen Vasenmalern benutzt wurden. Der Verfasser geht von Vasen aus, von denen eine, die er in Photographien und Zeichnungen vorlegt, sich im Fürstlich Czartoryski'schen Museum in Krakau, die andere im Ashmolean Museum in Oxford (abg. Journ. hell. stud. XVIII/1898), Taf. 6) befindet. Beide Gefäße stellen fast in identischen Gruppen — nur mit Hinzufügung der zuschauenden Göttinnen: Aphrodite, Peitho, Eros auf der Oxforder Vase — den Raub der Oreithyia durch Boreas dar. Der Verfasser widmet der Krakauer Hydria, deren Herkunft unbekannt ist, längere Betrachtungen und gelangt zu dem Schluß, daß sie

ein kampanisches Erzeugnis aus der zweiten Hälfte des IV. Jahrh. v. Chr. ist. Dagegen ist die Oxforder Vase, deren von Percy Gardner gegebene Erklärung vom Verfasser richtig gestellt wird, um ca. 60 Jahre älter, stammt also etwa aus der Wende des V. ins IV. Jh. Beide Maler haben offenbar eine und dieselbe sehr gute Vorlage benützt, die noch in das V. Jahrhundert zurückreichte. Sie ist vielleicht unter dem Einfluß eines Gemäldes von Zeuxis, der nach Luc. Tim. 54 einen Boreas gemalt haben soll, entstanden. Auch das verloren gegangene Drama von Sophokles u. d. T. Ὠρείθυια zeigt, daß dieser ursprünglich jonische Mythus auch in dem letzten Drittel des V. Jhdts in Athen populär war. Am Schluß der Abhandlung stellt der Verfasser alle Gefäße zusammen, die sich als gänzliche oder partielle Repliken oder Kopien eines gemeinsamen Vorbildes nachweisen lassen, und erklärt damit einige charakteristische Züge der griechischen Vasenmalerei.

II. In demselben Museum in Krakau befindet sich eine sehr gut erhaltene und interessante „megarische" Schale, die von W. Froehner sowohl in dem Werke: Collection van Branteghem (Vases peints, terres cuites, Paris 1892, fol. avec 75 pl.), wie auch in dem kleinen Katalog jener einst berühmten Sammlung unter Nr. 303 ausführlich beschrieben und als ein mit eleusinischen Mysterien im Zusammengang stehendes Gefäß aus dem Anfang des III. Jhdts n. Chr. erklärt wurde.

Der Verfasser hält sie unter Vorlage der Detailaufnahmen entschieden für eine Fälschung und ordnet seine Gründe unter drei Rubriken nach der technischen, stilistischen und inhaltlichen Seite. Vom technischen Gesichtspunkte aus ist diese Form der megarischen Schale unmöglich. Ein so geformter Deckel mit einem Knopf oben könnte nur dann antik sein, wenn er zu einer ganz niedrigen Pyxis gehörte, nicht aber bei so einer runden Schale, und die letztere kann nie mit drei Muschelfüßen versehen sein. Gefäße mit drei massiven — allerdings nicht geriefelten — Füßen sind für neolithische, und erste Bronzezeit charakteristisch, während das Krakauer Gefäß als Erzeugnis der griechisch römischen Spätzeit gelten will. Ferner ist hier der Firnis hellbraun, während er bei echten megarischen Schalen dunkelbraun ist. Daß hie und da Farb- und Vergoldungsspuren vorkommen, die einen antiken Eindruck erwecken, zeugt nicht von ihrer Echtheit, sondern nur von der Pfiffigkeit des Fälschers.

Der moderne Charakter des Gefäßes ist ferner in der Stilisierung der in 10 flachen Reliefs wiedergegebenen Göttergestalten evident. Es fehlt jedes Gefühl für richtige Proportionen des menschlichen Körpers. Sogar die Periode des Verfalls der antiken Kunst unter den spätrömischen Kaisern weist keine solche stümperhafte Unfähigkeit und Unsicherheit in der Modellierung des Körpers und in der Behandlung des Gewandes auf, wie wir sie hier sehen. An den ganz nackten weiblichen Gestalten des Deckels sucht man vergebens die bekannte klare und sichere Artikulierung der Brust- und Bauchpartien, welche die ganze Antike kennzeichnet.

Und nun in sachlicher Beziehung: Kronos und die Kroniden sind auf dem Schalenrund, drei Windgottheiten auf dem Deckel dargestellt. Ihre Attribute sind sehr merkwürdig. Schlüssel in der Hand des Pluto ließe sich durch Paus. V 20, 1 erklären, der den Tisch des Kolotes beschreibt, auf dem unter anderen Pluto mit dem Schlüssel geschnitzt war. Dasselbe Attribut bei Rhea könnte man schließlich durch orphische Glaubensideen erklären, nach denen Rhea in der unterirdischen Burg des Kronos als Schloßfrau waltet. Aber beide Schlüssel haben keine antike Form, sondern sind denjenigen des Heiligen Petrus sehr ähnlich. Auch der Pflug und die Sichel bei Demeter sind, wenn nicht unmöglich, so doch an den Kunstwerken nicht üblich. Dagegen gänzlich unbelegbar ist der Schlangenstab des Asklepios bei Kronos, dem nirgends ärztliche Eigenschaften zugeschrieben werden. Ebensowenig ist die Darstellung Heras, mit nacktem Oberkörper am Throne mit einem Arm angelehnt, — als wenn sie eine Thronrede hielte — zulässig. Hestia mit der kleinen Dia (spät. Hebe) auf dem Schoß ist zu naiv. Am anstößigsten sind aber die auf dem Deckel in Puttengestalt, oder vielmehr als kleine, nackte Mädchen dargestellten Windgötter, von denen zwei aus Muscheln blasen, das dritte ein Tamburin schlägt. Dafür gibt es in der ganzen antiken und mittelalterlichen Kunst keine Analogie, da sie Windgötter nur als Jünglinge kennt. Auch an die Personifikation der Aurae kann man nicht denken, da diese ihrem ständigen Epithet (velificantes) gemäß nicht ohne eine Draperie erscheinen könnten.

Schließlich bieten griechische Inschriften manchen Anstoß. Zunächst paßt die gute Form der Buchstaben (etwa IV—II Jh. v. Bhr.) nicht zu dem späten Charakter der Reliefs. Ferner ist der Diphthong ου im Namen Pluto in der späten Ligatur geschrieben,

was mit der eckigen, monumentalen Form der anderen Buchstaben nicht stimmt. Z ist umgekehrt ausgedrückt. Auffallend ist die volksgriechische Form Demetra anstatt Demeter. Kurz, alle Kriterien kommen zusammen, um die Unechtheit der ehemals Brantеghem'schen Deckelschale zu beweisen. Anderseits muß man zugeben, daß der Fälscher ein kluger und geschickter Handwerker war und die griechische Mythologie aus Handbüchern fleißig studierte. Er hat außer Kronos und Rhea nur ihre sechs Kinder, nur die alten Götter (Hestia, Demeter, Hera, Hades, Poseidon, Zeus) dargestellt, dagegen die jüngeren Gottheiten (Apollo, Athena, Ares, Dionysos, Artemis, Aphrodite) bei Seite gelassen. Die Idee, einen solchen Schmuck anzubringen, kann ihm durch arretinische Gefäße und deren spätere Nachahmungen eingegeben worden sein. Mehrere in Aquincum gefundene Schalenfragmente aus terra sigillata mit Göttern (Apollo, Diana, Mars, Venus, Minerva, Neptun, Merkur, Mithras, Hercules, Faun, Priapos, Amor, Genien u. s. w.) zwischen je zwei Säulen, oder unter je einem Gewölbe wurden von Finaly Gábor in Budapest Régiségei IX., S. 81—87 abgebildet und erläutert. Auch der Gedanke, den untersten Teil der Außenfläche der Krakauer Schale mit schuppenförmigen Blättern zu verzieren, kam dem Fälscher gewiß nach Kenntnisnahme echter „megarischer" Becher, wie es die von R. Zahn (Jahrbuch 1908, S. 75, Fig. 36) veröffentlichten Stücke der Sammlung Vogell sind [1]).

III. Im Anschluß daran wird die Unechtheit zweier Marmorreliefs (etwa 0·25 h., 0·20 br.) von dem Verfasser nachgewiesen, deren eins, angeblich in Sebastopol ausgegraben, von einem südrussischen Händler i. J. 1908 in Krakau feilgeboten wurde, das andere vom Fürsten Ladislaus Lubomirski i. J. 1914 kurz vor dem Kriege in Mohylew (Weißrußland) erworben wurde. Beide Reliefs stellen die aus Mysterien Mithras bekannten Taurobolien (Cumont, Textes et Monum. fig. de Mithra, II pl. 8 et fig. 143), aber in veränderter

[1]) Prof Dr. Robert Zahn, Kustos am k. Antiquarium in Berlin, dem ich Photographien der Schale einsandte, schreibt mir freundlichst: „Das Gefäß erinnert mich an eine Fälschung, die ich in der Sammlung Vogell sah. Das betreffende Stück kam nicht in die Auktion, sondern wurde vorher schon ausgeschieden. Es war ein ebensolcher Becher mit Muschelfüßen. Ringsum war ein Fries von Seewesen, wenn ich mich recht erinnere. Der Stil stand etwa auf der Höhe des Krakauer Gefäßes". Auch Dr. R. Pagenstecher, Verfasser der „Calenischen Reliefkeramik" ist derselben Ansicht.

Fassung dar, in Anwesenheit der angeblichen Mysten, mit Hinzufügung verschiedener „skythischen" Details. Das erste Relief ist mit Hieroglyphen, das andere mit denselben und mit unsinnigen, griechischen Inschriften versehen.

---

9. SZCZEPAŃSKI WŁ. T. J. Co znaczy Kbrt hā'-āreṣ? (*Zur Bedeutung des* כברת *hā'-āreṣ*).

Das rätselhafte כברת הארץ hat schon von der ältesten Zeit an die Aufmerksamkeit der Hebraisten, Exegeten und Archäologen auf sich gezogen. Aber alle bisherigen Lösungen haben wenig befriedigende Resultate ergeben. Der Prelegent skizziert zuerst kurz den jetzigen Sachverhalt und versucht dann eine neue, vielleicht glückliche und richtige Lösung des Problems.

I) כברת הארץ kommt nur dreimal in der hlg. Schrift vor zweimal beim Tode der Rachel (*Gen* 35, 16; 48, 7) und einmal in der Geschichte Na'amans (*2 Reg* 5, 19). *Den LXX-Übersetzern* war die Phrase ganz dunkel; sie hielten es daher für ratsam, sie einfach zu transkribieren:

χαβραθὰ εἰς γῆν (*Gen* 35, 16), oder
κατὰ τὸν ἱππόδρομον χαβραθὰ τῆς γῆς (*Gen* 48, 7), oder endlich
εἰς δεβραθὰ τῆς γῆς (*4 Reg* 5, 19).

Aus der Stelle *Gen* 48, 7 könnte man meinen, daß dem Übersetzer die Distanz eines Stadiums (ἱππόδρομος) vorschwebte; da er aber der Sache unsicher war, fügte er noch das rätselhafte χαβραθά hinzu.

Nicht glücklicher war die *Vulgata*; sie gibt die Phrase ganz falsch wieder, entweder: *verno tempore ad terram* (*Gen* 35, 16), oder kurz: *eratque vernum tempus* (*Gen* 48, 7), oder endlich: *electo terrae tempore* (*4 Reg* 5, 19). Hat vielleicht der hl. Hieronymus בכרת anstatt כברת gelesen?

Sachlich minder falsch hat Onkelos die Phrase verstanden, da er übersetzt כְּרוּב אַרְעָא = *aratio terrae*, also iugerum (Joch); wahrscheinlich hat er כרב für כבר gelesen.

Der Syrer, Arabs Samarit. schreiben *farsehâ*, also persisches *farsang* = παρασάγγης = Parasange; Sa'adja: *mîl* (soviel wie römische Meile: *miliarium*, $^1/_5$ der deutschen Meile).

Diesen Spuren folgen die neueren Übersetzer und Hebraisten,

denen es schon als ausgemacht gilt, daß כברת תארץ eine Distanz, eine Entfernung bedeute. So z. B. *Gesenius* (Thesaurus II 658): כִּבְרָה vel כְּבָרָה: m e n s u r a v i a e; *Gesenius-Buhl* (Handwörterbuch [15] 331): *כִּבְרָה == w a h r s c h e i n l i c h e i n L ä n g e n m a ß f ü r e i n e W e g s t r e c k e; *Gesenius-Brown* (Hebrew and English Lexicon p. 460): A d i s t a n c e o f L a n d o r l e n g t h o f w a y; *Siegfried-Stade* (Hebr. Wörterbuch 283) sagt kurz: L ä n g e n m a ß f ü r O r t s e n t f e r n u n g e n; *König* endlich (Hebr. und aram. Wörterbuch 171): S t r e c k e κ. ἐ. — Brown und König berufen sich dabei auf das assyr. *kibratu*, das zuerst „Bereich" und dann „Weltgegend" (Delitzsch HWB 315 a) heißt.

Auch die Exegeten bringen hier kein neues Licht. Sie beschränken sich entweder auf die einfache Bemerkung, daß die כִּבְרָה ein W e g e m a ß sei (so z. B. *M. Hetzenauer*, Commentarius in librum Genesis, Graezii 1903, 503); oder u n t r e c h o d e l a t i e r r a certa medida de distanncia geográfica, (so *L. Murillo*, el Genesis, Roma 1914, 740) oder daß es e i n e n i c h t g r o ß e S t r e c k e d e s W e g e s bezeichne (so *G. Hoberg*, Die Genesis [2], Freiburg in Br. 1908, 332; der alte *Fr. Tuch*, Commentar über die Genesis [2], Halle 1871, 413; *A. Dillmann*, Die Genesis [6], Leipzig 1892 S. 378; und *H. Strack*, Die Genesis [2], München 1905, 128); oder sie geben endlich offen zu, daß wir dieses Wegemaß nicht genauer bestimmen können (so z. B. *Fr. de Hummelauer*, Commentarius in Genesim, Parisiis 1908, 519; *H. Holzinger*, Genesis, Freiburg in Br. 1898, 218; *H. Gunkel*, Genesis [3], Göttingen 1910, 382 und *J. Skinner*, A critical and exegetical Commentary on Genesis, Edinburgh 1910, 426).

Die Archäologen stellen verschiedene Hypothesen auf. So z. B. der alte *K. Fr. Keil* (Handbuch der biblischen Archäologie II [1859] 138) sagt: Die eigentliche Bedeutung von כִּבְרָה ist unbekannt. Das Maß entspricht aber ungefähr der persischen Parasange, wie auch Syr. und Arabs Samar. כברת übersetzt haben, welche nach Herodot (II, 6; V, 53) 30 Stadien, 3/4 deutsche Meilen betrug. Beinahe dasselbe finden wir bei *Fr. X. Kortleitner* (Archaeologiae biblicae summarium, Oeniponte 1906, p. 260). — *P. Schegg* (Biblische Archäologie, Freiburg in Br. 1887, S. 299) meint „1) daß Kibra einen Sabbatweg (circa 1 km) betrug, und 2) daß der eine Name (Sabbatweg) den andern (Kibra) in Vergessenheit brachte". — *W. Nowack* (Lehrbuch der hebr. Archäologie, Freiburg in Br. 1894 I 201 f) und *I. Benzinger* (Hebr. Archäologie, Freiburg in Br. 1894,

181) erwähnen zwar die Erklärungsversuche, das כברת הארץ der persischen Parasange gleichzustellen, geben auch ihre Länge mit 5·67 km oder nach Hultsch mit 6·3 km an — indem letzterer die Parasange dem ägyptischen σχοῖνος gleichstellt — aber als das wahrscheinlichste nehmen sie an, daß der hebr. Text kein bestimmtes Maß im Auge habe. *Dalman* dagegen (ZDPV 28 [1905] 39) sieht in der כִּבְרָה wahrscheinlich die Länge eines vollen Pfluglandes von 4 Sea, d. h. 100 Ellen = 49·5 m. Nach *Hoffmann* (Über einige phönizische Inschriften, 1889 I 24 f) bedeutet כבכת הארץ „Sehweite, das Landmaximum zwischen dem Horizonte und dem Auge".

Einen anderen Weg hat *H. Winckler* eingeschlagen. In der Bearbeitung des Schraderschen Werkes: Die Keilinschriften und das Alte Testament [3] (Berlin 1903, S. 339) gibt er zwar zu, daß „die Größe des כברת הארץ nicht feststeht (nach der Überlieferung: die Parasange, also ein Unterteil von KAS. PU". — „Das größte babylonische Längenmaß, fügt er hinzu, ist die Doppelstunde (KAS. PU geschrieben, wie zu lesen unsicher)"... „als Längenmaß soll sie den in einer Doppelstunde zurückzulegenden Weg darstellen; sie entspricht also unserer Meile, die in ihr ihren Ursprung hat. Wo darin Entfernungen angegeben werden, wird meist von KAS. PU ḳaḳkari, der Landmeile gesprochen. Das ist also ein Parallelausdruck zu *2 Kön.* 5, 19 (*Gen.* 35, 19; 48, 7): כברת הארץ". — So im Jahre 1903. — Diese Parallele hat aber Winckler selbst bald „als ziemlich sinnlos" aufgegeben. In den Altorientalischen Forschungen (III. Reihe, Band II [1905] 444—446) gibt er — von dem assyrischen *kibrat irbittu* (= die vier Weltteile) ausgehend — dem Worte *kibrat ha'areṣ* die Bedeutung: „die Landesgrenze".

Obgleich — wie wir gesehen — Winckler seine erste Hypothese aufgegeben, so hat doch *I. Benzinger* in der zweiten Auflage seiner Archäologie (Tübingen 1907, S. 190 f) wiederum diese erste Wincklersche Erklärung des „*ḳibrat* (sic!) *hâ'areṣ*" aufgenommen, aber (wie Winckler) nur als Parallele zu KAS·BU *ḳaḳḳari*, ohne ihr irgend welchen positiven Wert beizulegen oder sie näher zu bestimmen.

II) Das babylonische KAS·BU *ḳaḳḳari* (Asurb. V 123; VIII 91) — wie der Prelegent jetzt beweisen zu können glaubt — scheint aber nicht nur eine bloße Parallele des כברת הארץ zu bilden, sondern einfach sein vollständiges Aquivalent zu sein. Vorerst ein Wort zur Lesung des Ideogramms. KAS. BU ist *jetzt* ohne jeden Zweifel sumerisch *dana* (da-na, da-an-na) und babylonisch *bêru* (bi-ri, be-ri-e, be'-ir-

[rum?]) zu lesen. Vgl. B. Landsberger (ZA 25, 385 sq.) & F. Thureau-Dangin (Revue d'Assyriologie X [1913] Nr 4 S. 223). Dieses semitische *bêru* ist aber gleich 1800 GAR. DU; (1 GAR. DU = 5·94 m); also *bêru* (d. h. zweistündige Wegstrecke) ist gleich 10·692 km. (Vgl. Journal asiatique 1909 S. 98).

Der Prelegent meint aber, daß das babylonische Wort *bêru* eben in dem rätselhaften כברת steckt. כְּ ist hier nichts anderes als ein „כ *similitudinis* = *circiter*“ d. h. „ungefähr“; und ברת (zu lesen בְּרַת) ist *status constr.* von *בְּרָה (anstatt בֵּירָה) = *bêru*; eine analoge Form wie בֵּיצָה = *bêṣu*. Das erklärende Wort הארץ (nach dem כברת) ist nicht anderes als eine Übersetzung des babylonischen *ḳakḳari* (Erdboden, Land), um eben die Land*bêrâ* von der Himmels*bêrâ* (= *bêru ina šame-e*) zu unterscheiden. Über das babylonische Himmels*bêru* vgl. *Thureau-Dangin* (l. c.) und *F. Kugler* (Revue d'Assyriologie XI [1914] I 2—7). Das Dokument, wo wir das *bêru ina šame-e* (= Himmelsbêru) finden, stammt zwar sehr wahrscheinlich erst aus dem III. Jahrh. v. Chr.; aber wir dürfen hervorheben, daß das Dokument eine Abschrift älterer Texte aus der Sammlung von Kujunğik ist (vgl. Thureau-Dangin, a. a. O. S., 225), die wiederum nur Kopien weit älterer babylonischer Texte sind. Nun aber kommt das Land*bêru* (*bêru ḳakḳari*) — wie dem Prelegenten sein Kollege Prof. Deimel mitteilt — schon in dem Zylinder Asurbanipals vor, und *da-na* (semit. = *bêru*) als Erdmaß schon in den altsumerischen Texten aus der Periode Agade, d. h. gegen 2800 v. Chr. (vgl. *Thureau-Dangin* TDT I 1175; auch *de Genouillac* TDT II 4410).

Daß in dem כברת ein „כ *similitudinis*“ steckt, haben schon Aquila (καθ' ὁδὸν τῆς γῆς), Sa'adja (*mîl* = ברת) und Kimchi gemeint. Es fehlte ihnen aber die genaue Kenntnis von ברת. Kimchi z. B. schlug vor, in ברה eine Wegstrecke anzunehmen, die die Wanderer von der Morgenfrühe bis zum (ersten) Mittagessen (*ientaculum*) zu machen pflegen, denn nach ihm hat die Wurzel ברה die Bedeutung „essen“, „kosten“, also auch „frühstücken“ (*prandere*). Obwohl diese Etymologie falsch und unberechtigt erscheinen mag, so ist sie doch ein Beweis, daß auch manche alten Rabbiner in dem rätselfaften כברת nicht ausschließlich *eine* Wurzel sahen.

Aus dieser kurzen Auseinandersetzung geht mit großer Wahrscheinlichkeit hervor, daß wir: 1) in dem hebr. כברת הארץ nichts anderes vor uns haben als das Aquivalent des altbabylonischen *bêru ḳakḳari*; 2) daß man ein neues hebräisches Wort בֵּירָה (בְּרָה,

Wurzel ביר) babylonischen Ursprungs annehmen soll, und das unbegründete כִּבְרָה aus den Wörterbüchern zu tilgen hat; 3) daß *der massoretische Text* (in allen drei Stellen) weder punktuiert noch gelesen werden soll כִּבְרַת ה׳, sondern nur כִּבְרַת ה׳ wegen der langen Silbe im babylonischen *bêru*, (bîru).

Ob die Wegstrecke כִּבְרַת הָאָרֶץ, auch der Länge nach, dem babylonischen *bêru ḳakḳari* (also 10·692 km) gleich war, ist keineswegs sicher, da die echtesten babylonischen Maße bei den Juden aus verschiedenen Gründen vielfach anderen Wert hatten.

Inwieweit diese neue Gleichung uns einen Wink gibt, wo man das wirkliche Grab der Rachel zu suchen hat, wird der Prelegent bei anderer Gelegenheit erörtern. Seine *philologische These* ist aber jedenfalls von der topographisch-archäologischen Frage nach dem Grabe der Rachel unabhängig.

---

10. HORODYSKI WŁADYSŁAW. **Filozofia absolutu Hoene-Wrońskiego** (***Hoene-Wroński's Philosophie des Absoluten***).

Dicksteins akademisches Grundwerk vom J. 1896 über Wroński brachte uns eine inhaltreiche Biographie dieses Philosophen und Mathematikers, ferner eine noch heute recht verwendbare, den ganzen II. Teil des Werkes ausfüllende Bibliographie der Werke und Handschriften Wrońskis und der Abhandlungen über diesen Schriftsteller, vor allem aber einen Abriß der mathematischen Grundlagen der Wrońskischen Reform der Wissenschaften. Übereinstimmend mit Dicksteins Voraussetzung, wird hier eine Darstellung und kritische Besprechung der philosophischen Weltanschauung, sogar beim Resumé der Historiosophie des Philosophen nicht geboten. Die Philosophie des Absoluten bleibt somit in diesem Werke unberührt und diesem Umstande ist es eben hauptsächlich zuzuschreiben, daß die Gelehrten darüber nicht einig werden können, ob Wrońskis System zuerst von den Mathematikern oder von den Philosophen zu prüfen sei. In den letzten fünfzig Jahren sind einige Ergänzungen zu Wrońskis Literatur erschienen, in denen schon der Versuch gemacht wird, dem Problem der reinen Philosophie näher zu treten. Diese Abhandlungen entsprechen zwar im ganzen der Philosophie des Absoluten nicht, greifen einzelne Fragen aus dem System noch kritiklos heraus, stellen das System entweder chaotisch oder sogar irrtümlich dar, lassen endlich die

wichtigsten Punkte und Probleme des Systems unberücksichtigt, sie ermöglichen aber allerdings die gegenwärtigen Bemühungen, Wrońskis kunstvolle und besonders für Laien schwerverständliche Philosophie des Absoluten im ganzen und im einzelnen festzustellen, die Grundelemente und die Stützpunkte herauszuarbeiten und auf Grund und der Kenntnis der vergangenen spekulativen Epoche das System verständlich zu machen. Es handelt sich darin um Lösung folgender Fragen: 1) Das Wesen der Philosophie Wrońskis an sich, 2) ihr Verhältnis zu der ganzen Epoche und ihre Beziehungen zu anderen bekannten Denkern.

Eine so gestellte Aufgabe läßt alle mathematische Nachforschung und die bekannten, aber — da sie ohne Beweis vorgeführt wurden, — geheimnisvoll erscheinenden mathematischen Formeln beiseite. Den Begriff der Unendlichkeit ausgenommen, entwickelt sich bei Wroński die Philosophie des Absoluten tatsächlich unabhängig von der s. g. Reform der Mathematik, und wir überzeugen uns davon auf Grund der gedruckten (mehrmals aufgelegten) Werke und der Handschriften, von denen hauptsächlich folgende[1]) vom Autor benutzt wurden: a) Création absolue de l'humanité. Seconde partie[2]). b) Notes sur Hegel[3]). Man erwartete unnötigerweise von den Mathematikern die Lösung der wichtigsten, ja sogar aller philosophischen Fragen, da eine Würdigung des philosophischen Systems von Wroński auf Grund einer eingehenden Kenntnis der Epoche unüberwindlichen Schwierigkeiten durchaus nicht begegnet. Das Urteil fällt trotz der an dem Philosophen geübten Kritik allerdings anders aus, als in dem Aufsatz des französischen Akademikers Bertrand[4]). Denn, wenn wir von Wrońskis Prophezeiungen und sogar von seinen historiosophischen Ausführungen absehen und nur seine schöpferische Kraft im Auge behalten, da staunen wir, welch ein großartiges, selbständiges System des Absoluten der Verfasser geschaffen, wir bewundern seinen Versuch einer groß angelegten Reform der Wissenschaften, so daß wir ihn zu den vornehmsten Denkern zu zählen und unter die

[1]) Auf Grund von Dicksteins Katalog.

[2]) Diese Handschrift wurde schon v. Dr. Daszyńska-Golińska bearbeitet; Vgl. „Archiwum Komisyi do badania historyi filozofii w Polsce", I. 1, S. 175—188.

[3]) „Philosophie spéculative transcendantale et transcendante d'après Kant et ses successeurs" finden wir in dem Katalog Dicksteins als Handschriften verzeichnet. Die Arbeit wurde jedoch herausgegeben in: „Sept manuscrits inédits".

[4]) Vgl. „Revue de deux mondes" 1897.

außergewöhnlichen Genies zu stellen geneigt sind. Daß diese Ideen nicht verwirklicht wurden, das war das Schicksal des Wirkens und Schaffens eines solchen Mannes in der spekulativen Epoche. Jedoch von jedem spekulativen Systeme bleibt immerhin etwas übrig, was sich als lebensfähig erweist.

Wrońskis Urteile über Philosophie und Metaphysik der Mathematik lassen keinen Zweifel darüber, ob die Philosophie oder etwa die Mathematik die Grundmauer für diese Spekulation bildet. Der eigenartige Apriorismus, der dem Geiste der Epoche entspringt, drängte Wroński samt dem Begriffe der „durch ihre Allgemeinheit erschrekkenden [1] Unendlichkeit“ das Problem des Absoluten auf. Zur Erkenntnis dieses Absoluten führt eine dem Gegenstand angemessene, also wieder nur eine absolute Methode. Alle Irrtümer der bisherigen Systeme haben nach Wroński ihre Quelle darin, daß sie bei der Lösung der Probleme des Absoluten sich der relativen Methoden bedienten. Die absolute, also die genetische Methode bildet das Wesen der Wrońskischen Philosophie. Sein ganzes System ist eigentlich eine große Abhandlung über die philosophische, d. h. die einzig wahre, unfehlbare Methode. Den Kern dieser Methode bildet der Begriff der Limitation, die durch das s. g. neutrale Element zustande kommt. Dieser Faktor ist der Baumeister der philosophischen Konstruktion des Wrońskischen Absoluten; er entfaltet sie in den s. g. Kreationstabellen. In der Analyse der Vernunft entdecken wir nämlich die Funktionen und die Eigenschaften des Absoluten. Die eigene, d. h. aus und durch sich selbst, unbedingt und durchaus unabhängig wirkende, mit einem Worte: achrematische Schöpfungskraft (création propre) bezeichnet die Tätigkeit der Vernunft, insofern sie sich mit der (n. b. achrematischen) Philosophie beschäftigt. Aus solcher Vernunft fließt unmittelbar die absolute Wahrheit (impératif). Die Freiheits- und Notwendigkeitsprobleme werden auf einen Hauptnenner gebracht. Das Kreationsgesetz (loi de création) zerfällt demnach in zwei Teile, die sich je nach den limitierten Momenten entweder als die s. g. Autothesis, oder als die s. g. Autogenesis darstellen. Dieses systematisch harmonierte Gesetz entwickelt sich auf diesem doppelten Wege mittels der sieben Grundelemente in die berühmte Wrońskische, im messianistischen Symbol enthal-

[1] Die mit Anführungszeichen versehenen Worte sind Lagrange entnommen. Vgl. Dickstein, S. 30.

tene Trichotomie: loi suprême (lex suprema) — problème universel (problema universale) — concours final (τελείωσις). Dem ersten Gliede der Trichotomie entspricht das Gesetz der Heteronomie, dem zweiten das der Autonomie, dem dritten das der Teleologie. In diesem Kreationsgesetze sind alle Wissenschaften, die Schöpfung Gottes, das Leben selbst, alle Entwicklungsgesetze begründet. So werden die Zukunftsbestimmungen des Menschen, der Völker und Staaten, der Kirchen, der Wissenschaften, der Technik, der Natur u. s. w. vorausgesetzt und festgestellt, denn aus dem Begriffe des Absoluten ergibt sich die absolute Ordnung und der absolute Lauf der Dinge, und die Vernunft ist imstande, das Absolute nicht nur zu ahnen, sondern auch zu erkennen, d. h. zu verwirklichen. Der Heteronomie und der Autonomie entsprechen die Begriffe der Notwendigkeit und der Freiheit, d. h. des Absoluten (im engeren Sinne genommen) und des Verbs (Verbe). Beide begründen den höheren Begriff: des Erzabsoluten (Archi-Absolu), dem das einzige Prädikat: unaussprechlich (l'indicible) zugeschrieben werden kann. Die nähere Kenntnis des Erzabsoluten wurde vielleicht nur im Kreise der Auserwählten gegeben. Das war der Grund, daß später sogar okkultistische Kommentare zu Wrońskis Lehre entstanden. Der Verfasser dieser Arbeit erklärt den Begriff „Archi-Absolu“ im Zusammenhange mit der Epoche, welche die spekulative Erkenntnis des Absoluten in konkrete Lebenswissenschaft umzusetzen suchte. Das „Unaussprechliche“ stimmt allerdings bei Wroński mit der Idee der Unendlichkeit und mit dem absoluten Ideal der schönen Künste überein.

Es folgt dann die Kritik der Grundlagen der oben besprochenen Gedankenkonstruktion. Die für Wroński wesentlichen Begriffe werden jetzt im Zusammenhange mit der ganzen Epoche besprochen und die selbständigen und originellen hervorgehoben[1]). Die wahrscheinlich sehr instruktive Zusammenstellung des Systems mit Trentowskis universeller Philosophie ist hier bei der Schilderung der Verdienste Wrońskis und bei der Besprechung der s. g. Philosopie der Tat, die — nebenbei bemerkt — jedes System dieser Epoche charakterisiert, recht förderlich.

Die Konstruktion des Absoluten diente bei Wroński dem Kreationsgesetze gemäß als Grundlage für den Aufbau des „Sehelianismus“

[1]) Der Bericht über dieses Thema wurde für die nächste Sitzung der „Komisya do badania historyi filozofii w Polsce“ bestimmt.

(hebr. sehel = Vernunft.) und des Messianismus und bildet den Ausgangspunkt für die Reform der Wissenschaften. Wrońskis Meinung, daß die Reform der Mathematik dabei speziell mitgewirkt habe, ergab sich aus gewissen theoretischen Voraussetzungen, zu denen auch die „mathematischen" Kategorien, d. h. die der Quantität und die der Qualität, gehören. Die nähere Besprechung der mathematischen Kategorien Kants wird für die Philosophie (objektive Logik) von hohem Interesse sein.

---

11. KRZECZKOWSKI KONSTANTY. **Komisya włościańska w Rzeczypospolitej krakowskiej.** (*Die Bauernregulierungskommission in der Republik Krakau*).

Die Geschichte der Bauernregulierungskommission (Ruralkommission) im Freistaate Krakau bildet ein zwar geringes, immerhin aber bedeutsames Fragment der Geschichte der Bauernfrage in Polen während des XIX. Jahrhunderts.

Die B.-K. hatte einen für ganz Polen maßgebenden Versuch durchzuführen und, obwohl der Einfluß der „drei schutzherrlichen Höfe" schon bei ihrer Entstehung wie auch während ihrer Tätigkeit als lastender Druck empfunden wurde, erscheint sie sowohl wegen der leitenden Ideen als auch durch die maßgebenden Persönlichkeiten als ein Glied in der Kette der polnischen Reformbestrebungen und als vereinzelter Nachklang der Traditionen aus dem XVIII. Jahrhundert und aus der Epoche des Herzogtums Warschau.

Der Beginn ihrer Wirksamkeit fällt in die Zeit, da die noch nicht gelöste Bauernfrage neuerdings die öffentliche Meinung Polens beschäftigte. Diese war schon zu der Zeit, als noch das Herzogtum Warschau bestand, immer brennender geworden und man hatte die Agrarreform als Staatsnotwendigkeit erkannt; ihrer Lösung stand jedoch im Wege die Befürchtung, die Rechte der Gutsherren zu verletzen. Weite Kreise des Adels standen ihr feindlich gegenüber, nur eine geringe Gruppe desselben war für Ablösung der Frondienste gewonnen; wenige gingen noch weiter und forderten — unter allen möglichen Vorbehalten — die volle Grundentlastung. Diese Zerfahrenheit trat während der Regierungsenquete im Jahre 1814 deutlich zutage. Den Ausgangspunkt für die prak-

tische Lösung der Bauernfrage im Freistaate Krakau bildete die Neugestaltung der politischen Grenzen durch den Wiener Kongreß.

Nach der Kongreßakte sollte sich das neue Staatswesen mit der Agrarfrage befassen, insbesondere wurde dies ausdrücklich für Krakau empfohlen und der Zusatzvertrag, die durch die drei Garantiemächte geschaffene Verfassung, sowie die Instruktion an die mit der Organisierung der Republik betrauten diplomatischen Vertreter der drei Mächte, schuf eine besondere Kommission zur Regulierung der bäuerlichen Angelegenheiten. Die nicht offizielle polnische Delegation auf dem Kongreß war zwar machtlos, soweit es sich um die Gestaltung der politischen Verhältnisse und Grenzen handelte, spielte aber eine wichtige Rolle bei der Durchführung der inneren Organisation, der neuen Länder, namentlich bei der Feststellung der allgemeinen Richtlinien der Agrar- und der inneren Politik Kongreß-Polens und des Freistaates überhaupt. Die Projekte Czartoryskis und seiner Mitarbeiter erhielten die volle Genehmigung der drei Höfe. Die bisher dogmatisch hingenommene Ansicht, daß die maßgebenden polnischen Kreise für die Lösung der Bauernfrage in jenem Zeitpunkt keine Verantwortung treffen könne, ist daher durchaus unhaltbar, obgleich sich zweifellos viele Nebeneinflüsse geltend machten. Mochten auch diese die Richtlinien der Politik der polnischen Staatsmänner einigermaßen verschieben — im ganzen blieb doch der Kern, wie er ursprünglich geformt war, unverändert.

Welches waren nun diese Richtlinien? Schon auf dem Kongresse trat mit aller Deutlichkeit jener Dualismus hervor, der für die Urheber der Enquette vom Jahre 1814, nämlich die verschiedene Behandlung der Privat- und der Domänenbauern, so bezeichnend war.

Nach der ursprünglichen (vom Kongreß oktroyierten) Verfassung sollten die Bauern in ihrem damaligen Rechtzustande belassen werden; es ist dies jedoch scheinbar nur der frühere Zustand. Allein in der diplomatischen Instruktion war aufklärend bemerkt: Das Besitzrecht der Privatbauern an dem von ihnen bewirtschafteten Boden sei ausschließlich als Pachtverhältnis anzusehen. Die Gesetze des Herzogtums Warschau hatten für diese Auffasung keine sichere Grundlage gehabt. Nun wurde aber das hergebrachte unklare Rechtverhältnis zwischen Gutsherrn und Bauern, nach welchem die Herrschaft den Bauer von der Scholle nicht entfernen durfte, in ein gegenseitig kündbares Verhältnis umgewandelt, also das Eigen-

tumsrecht des Gutsherrn auch am Bauernland zur Gänze anerkannt. An den öffentlichen und Kirchengütern dagegen sollte erst nach Art. XI des Traité additionel eine besondere Ruralkommission die bäuerlichen Verhältnisse regeln, und die diplomatische Instruktion empfahl: es sollten — wo dies möglich sei — „die Bauern den in ihrem Besitz befindlichen Grund zu annehmbaren Bedingungen als Eigentum erhalten"; sonst aber sollten mit ihnen Verträge auf Zeit abgeschlossen werden, die keineswegs drückender als die bisherigen sein durften.

Der Staat sollte somit lediglich auf seinen oder seiner Aufsicht unterstehenden Gütern vorbildlich wirken, während auf den Privatgütern eine Regelung von Staatswegen nicht unternommen und alles vertragsmäßiger Vereinbarung der Interessenten überlassen wurde. Diese Grundsätze wurden dann wörtlich in die „verbesserte Verfassung des Freistaats" vom Jahre 1818 aufgenommen. Dasselbe gilt von der Verfassung vom Jahre 1833, welche endgültig den Charakter der Privatbauern als Pächter sanktionierte. Ja, die im Freistaat herrschenden Adelskreise wollten auch noch gewisse Beschränkungen der persönlichen Freiheit einführen. — Ihre Absicht scheiterte aber an dem Widerstande der Organisations-Kommission, die den Bauern sogar gewisse politische Rechte einräumte. Im weiteren Verlaufe trat jedoch der Einfluß der Adelsgruppe in starker Klassenfärbung der Regierungspolitik den Bauern gegenüber zutage: in polizeilichem Schutze der gutsherrlichen Interessen, in der Duldung von Exmissionen, in der Überlastung der bäuerlichen Landwirte mit Fronarbeiten, in der vollständigen Nichtbeachtung der Privatbauern durch die Gesetzgebung. Kein einziges Mal befaßte sich der Krakauer Landtag mit ihrem Schicksal, fast jeder brachte die Unzufriedenheit mit der B.-K. zum Ausdruck und erst im Jahre 1845 kommt die Frage einer gesetzlichen Regulierung der Pachtverträge zur Verhandlung, und zwar unter dem Drucke der Situation, als es unter den Privatbauern zu gären begann, die nach dem Beispiel der Domänenbauern die Robotaufhebung anstrebten.

Ganz anders gestaltet sich die Agrarpolitik des Freistaates hinsichtlich der Bauern auf öffentlichen Gütern.

Schon in Dezember 1815 bestimmte die von den drei Höfen delegierte Organisations-Kommission, welche die B.-K. ins Leben gerufen hatte, deren Zusammensetzung. Im März 1816 wurde die Instruktion für sie, und zwar als Landesgrundgesetz publiziert.

Diese Instruktion, bei deren Ausarbeitung in erster Linie Miączyński mitgewirkt hatte, sollte den Bauern ein Besitzrecht an Boden und Baulichkeiten sichern, indessen ohne daß die juristische Natur dieses Besitzrechtes näher definiert wurde. Man kann jedoch annehmen, daß nur das Nutzeigentum gemeint ist. Die Frondienste sollen beseitigt und durch eine Zinsverpflichtung ersetzt werden. Der Zins sollte in Getreide, Roggen und Gerste, also denjenigen Getreidearten, welche Wertschwankungen am wenigsten unterliegen, entrichtet werden, der pflichtige Landwirt aber befugt sein, den Zins an Bargeld nach dem Durchschnittspreis aus den abgelaufenen 25 Jahren zu zahlen. Bei der Umwandlung der Robot in Zins sollte ein zweispänniger Tag mit $3^1/_2$ Garnetz Korn berechnet werden. Zu kleine bäuerliche Wirtschaften sollten durch Meierhofsgründe vergrößert, das restliche Herrenland aber, ferner die Mühlen und Schenken im Versteigerungswege vererbpachtet und bei dieser Gelegenheit auch besondere Zehnmorgenwirtschaften für Juden gebildet werden. Die B.-K. sollte die Größe der Bauernnahrungen bestimmen, und zwar mit der Maximalfläche von 40 chelm. Morgen Ackerland, während ein Mindestmaß nicht festgesetzt wurde. Für den Fall, wenn sich dieser Plan als undurchführbar erwiese, sollte die B.-K. mit den Bauern Zeitpachtverträge abschließen, wobei jedoch eine Verschlechterung gegen früher nicht stattfinden durfte. Der Kampf gegen den Alkoholismus, die Gründung von Getreidespeichern, gegenseitige Hilfe bei Errichtung von Baulichkeiten, Feuerversicherung, Abschaffung der Waldservituten, Gemeinsamkeit der Viehweiden, Regulierung der Zehenten und Abgaben an den Staat — mit allen diesen Fragen sollte sich die B.-K. beschäftigten und diesbezüglich die Durchführungspläne ausarbeiten.

Die Instruktion, der erste Reformplan, welche sich einerseits die preußischen und die österreichischen Domäneneinrichtungen zum Vorbild nahm und anderseits die Erfahrungen verwertete, welche mit der Durchführung der Czartoryskischen Enquetebeschlüsse und mit den praktischen Ablösungsversuchen in Polen gemacht worden waren, erschöpfte die Fülle der sich aufdrängenden Fragen durchaus nicht: sie bildet überhaupt lediglich die Grundlage zu weiterer Entwicklung der Grundsätze durch die B.-K., der auch eine ausgedehnte Macht vollkommenheit in dieser Hinsicht eingeräumt wurde.

Außerdem erließ die Org.-Komm. noch eine besondere, ebenfalls

von Miączyński nach preußischem Muster verfaßte Instruktion zur Regelung des Zehents.

Die B.-K. setzte sich zusammen aus Vertretern der Gutsherren, des Klerus, sowie der höheren Verwaltungs- und Gerichtskreise, die sich für die Bauernreform seit jeher interessierten und großenteils an der Enquette von 1814 teilgenommen hatten. Eine Mitgliederliste der B.-K. wie auch eine für die Regierung des Freistaates hatte Czartoryski wohl schon während des Wiener Kongresses vorgeschlagen. Auf Grund derselben wurde denn auch trotz des Widerspruches der österreichischen Diplomatie die endgültige Auswahl der Kommissionsmitglieder getroffen.

Den Vorsitz führten nacheinander der spätere Minister in Kongreß-Polen Badeni, Domherr Skorkowski, Apellationspräsident Piekarski, Senator Wężyk. Unter den Kommissionsmitgliedern lassen sich zwei Gruppen unterscheiden — die erste unter Vorsitz Badenis und Skorkowskis bis zum Jahre 1828, deren maßgebende Führer Drake und Radwański waren, und eine zweite, in der außer Piekarski vor allem General Paszkowski genannt werden muß.

Die infolge des für die Reform vorhandenen Interesses des Kaisers Alexander mit besonderem Schutz der Org.-Kom. bedachte B.-K. erhielt im Freistaat die Ausnahmsstellung einer unabhängigen Magistratur.

Die Entstehung der B.-K. führte zu einem bezeichnenden Verfassungskonflikt zwischen dem Senat und den Höfen. Die B.-K. behielt zwar die unabhängige Stellung; diese Tatsache wurde jedoch verhängnisvoll für die weiteren Schicksale des Kleinstaates, indem sie die erste sichtbare Bresche in die scheinbare Selbständigkeit legte.

Daß die B.-K. sich verfassungswidrig verhielt und sich von der Souveränität der Landesbehörden freimachte, erklärt sich durch die Tatsache, daß die leitenden Kreise des Kleinstaates die Reform sogar auf den öffentlichen Gütern nicht nur für überflüssig, sondern auch für schädlich hielten und derselben gerne ein rasches Ende bereitet hätten. Von Anfang an war also zwischen der B.-K. und den Krakauer Gesellschaftskreisen eine mißtrauische, ja sogar feindliche Stimmung zu bemerken; zahlreiche Reibungen. Streitigkeiten entstanden vornehmlich mit dem Senat; von beiden Seiten erfolgten Berufungen an die Höfe; schließlich kam es sogar 1828—1832 zu einem mehrjährigen Abbruch der Beziehungen zwischen

dem Senat und der B.-K. Feindlich verhielten sich der letzteren gegenüber auch der Landtag, und es wurden immer wieder scharfe Stimmen gegen die Kommission laut. Auch der Klerus mit Bischof Woronicz und dem Domkapitel an der Spitze widersetzte sich den Reformen in leidenschaftlicher Weise und durch Anwendung passiver Resistenz. Schließlich begannen sogar die Bauern, die anfangs die Reform dankbar aufgenommen hatten, mißtrauisch zu werden.

Was nun die Wirksamkeit der Kommission selbst anbelangt, so vergingen die ersten drei Jahre mit steten Verbesserungen und Ausfeilungen der in der Instruktion niedergelegten Grundsätze. Zwischen diesen und den Ansichten der Kommissionsmitglieder bestand zwar kein Gegensatz. Allein bei Umsetzung der Prinzipien in die Tat ergaben sich ernste Schwierigkeiten, die von der B.-K. anders als von der O.-K. gelöst werden. (So z. B. mit Bezug auf die Methoden der Zinsberechnung).

Als allgemeine Richtschnur nahm die B.-K. die Belassung der Bauern in ihrem früheren Besitz an, welcher eventuell durch Grundstücke des Herrenlandes ergänzt werden sollte. Die Besitzunterschiede unter den Dorfeinwohnern wurden unverändert beibehalten. Die Besitzlosen blieben bei der Regulierung unberücksichtigt; aber auch die Häusler kamen schlecht weg: sie sollten, solange ihre Hütten standen, im Dorfe bleiben.

Es machte sich das Fehlen einer festen Mindestgrenze nach unten zu sehr fühlbar. Die B.-K. bestimmte diese Grenzen verschieden, aber stets knapp und ließ eine große Anzahl von lebensunfähigen Zwergwirtschaften bestehen. — Die neue Ordnung sollte den Bauernbesitz festigen und durch Sicherstellung der Unteilbarkeit der Zerstückelung vorbeugen, aber eben weil feste Normen über die Besitzgrößen fehlten, mußte die Absicht des Gesetzgebers in der Praxis oft versagen.

Viel zu schaffen machte ferner der B.-K. die Umschreibung des Eigentumsbegriffes bei den von ihr gebildeten Bauernwirtschaften. Von fiskalischen Interessen geleitet, wollte sie diesen Begriff zunächst möglichst einengen und auf die Baulichkeiten und das Gutsinventar beschränkt wissen. Unter dem Drucke der Verhältnisse wurde er später auch auf Grund und Boden ausgedehnt. Freilich verstand die Kommission unter Eigentum nicht volles Eigentum, sondern geteiltes Eigentum, indem sie dem Fiskus, bezw. den sonstigen juristichen Personen öffentlichen Rechtes das Obereigentums-

recht vorbehielt. Mit der Grundzuteilung und dem Emanzipationsakt sollten sämtliche Dienste aufhören und an ihre Stelle die Verpflichtung zur Zahlung von Zins in Vierteljahresraten treten, für welche die Gemeinde solidarisch haftete. Von den „altbäuerlichen" Gründen wurde dieser Zins so berechnet, daß der Robot instruktionsgemäß in Getreideschüttung verwandelt wurde; von den „neu zugewiesenen" Gründen dagegen wurde er auf Grund der Bodenergiebigkeit berechnet.

Beide Methoden fielen jedoch zu Ungunsten der Bauern aus; insbesondere aber im ersten Fall, u. zw. einerseits deshalb, weil der Preis des Frontages zu hoch veranschlagt und anderseits, weil im Vergleich mit der Zeit der „Kalamität niedriger Preise" nach dem Jahr 1820 die Zinse zu hoch bemessen erschienen. Aber auch bei der an sich günstigeren Zinsberechnung der neu zugewiesenen Gründe fand in der zu hohen Grundertragsschätzung eine Überspannung statt.

Die nach der Parzellierung verbliebenen Meierhofsgründe und Baulichkeiten wurden im Wege der Versteigerung in Erbpachten vergeben. Das Einkaufsgeld betrug das Doppelte des Jahreskanons vermehrt um 10% des Werts der Baulichkeiten. Der Kanon wurde nach denselben Grundsätzen berechnet, wie der Zins für die bäuerlichen Landwirte, wobei noch zu dem so ermittelten Betrage ein gewisser Prozentsatz vom Nutzen der Kühe und vom Werte der Baulichkeiten hinzugeschlagen wurde.

Mühlen, Schenken sowie die Zehnmorgen-Parzellen für Juden wurden ebenfalls in gleicher Weise vererbpachtet. Soweit sie sich in Händen von „privilegierten" Besitzern befanden, die sich durch Schenkungen ausweisen konnten, wurden sie denselben ohne Einkaufsgeld, im übrigen aber gegen den eben erwähnten Zins belassen.

Für Dorfschulen wurden 1—2 Morgen abgeteilt. Die Gemeinschaftlichkeit der Viehweiden zwischen Gutshof und den Bauern wurde aufgehoben und in der Regel den Bauern zwei Dritteile, den Erbpächtern ein Dritteil der Viehweiden zugeteilt. Die Gemeindeweiden wurden jedoch beibehalten.

Die Wälder wurden von der Kommission „arrondiert" und in der Verwaltung des Fiskus belassen. Die Weideservituten wurden gegen Entschädigung aufgehoben. Nur das Holzklauberecht blieb als Entgelt für gewisse weiter bestehende Walddienste erhalten.

Alle diese Grundsätze werden von der Kommission erst während der Regulierungsarbeit selbst, so wie es die Notwendigkeit erheischte, herausgearbeitet. wobei sie schüchtern allzu radikalen Experimenten aus dem Wege ging. Eben deshalb schleppte sich das Regulierungswerk übermäßig lange hin. Zur Regulierung von 91 Gutshöfen und 33 Pfarreien waren 20 Jahre nötig! Während der paar ersten Jahre und dann wieder in den zwei letzten war das Tempo etwas lebhafter. Im Durchschnitt aber entfielen auf 1 Jahr 4—5 Meierhöfe; die Einrichtung einzelner Dörfer dauert manchmal jahrelang.

Die Reform begann mit der Vermessung der Güter, Beschreibung der Gründe und der Aufnahme der bäuerlichen Schuldigkeiten; dann wurde ein Plan der neuen Organisation ausgearbeitet; endlich schritt man zur Verteilung der Gründe und Berechnung des Zinses. Die Bauern wurden überall angehört und ihre Zustimmung eingeholt.

Die Hoffnungen, die man auf das Regulierungswerk gesetzt hatte, erfüllten sich nicht. Anstatt der erwarteten Vorteile zeitigte es einen raschen Verfall der neuorganisierten Bauernwirtschaften, und zwar infolge der zu starken Zinsüberbürdung. Dieser Fiskalismus sollte dem Staat erhöhte Einnahmen einbringen und so die Mißstimmung gegen die Reform beseitigen, vereitelte aber den Erfolg der Reform selbst.

Die ersten Berichte der B.-K. sprachen allerdings sehr zuversichtlich davon, daß die befreiten Bauern besser wirtschaften und daß ihre Lage sich bessere, in Bälde aber traten die begangenen Fehler hervor. Die anfangs vereinzelten Klagen der Bauern wegen der Überlastung wurden wieder Mitte der zwanziger Jahre fast allgemein und die Zahlungsrückstände erreichten in kurzem die Hälfte und noch mehr der früheren Schuldigkeit. Anfangs verschloß sich die B.-K. diesen Tatsachen, warf dem Senat Mangel an Ordnung bei der Einziehung des Zinses vor, erließ ausführliche Vorschriften über Sequestration und Exekution einschließlich der militärischen Einquartierung, um pünktliche Zinsentrichtung zu erzwingen. Doch allmählich kam man in den zwanziger Jahren zu der Einsicht, daß man der landwirtschaftlichen Krisis Rechnung tragen müsse, man intervenierte im Senat wegen Erleichterungen und Saatanleihen für die Bauern, bildete Projekte zur Gründung von Unterstützungskassen. Endlich versuchte die Kommission Zinsnachlässe dort einzuführen, wo sie bemerkte, daß der aus dem Robot berechnete Zins höher ausge-

fallen war als der aus der Bodenergiebigkeit ermittelte. Zu klarer Erkenntnis der eigentlichen Gründe der ganzen Kalamität vermochte sie sich jedoch nicht aufzuschwingen, verharrte blind auf ihrem Standpunkte trotz der heftigen Angriffe in der Presse und im Senat, und weder die Kritik, noch eigene Revisionen vermochten sie bis Ende der zwanziger Jahre zu besserer Einsicht zu bekehren. Sie leugnete entweder die Tatsachen rundweg ab, oder suchte die Schuld von sich abzuwälzen, indem sie den Grund der Mißerfolge in der Steuerüberbürdung der Bauern und den Einflüsterungen der Reformgegner suchte. Die Residenten verhielten sich diesen Streitigkeiten gegenüber anfangs ziemlich gleichgültig. Bald jedoch verlangten sie — über Aufforderung ihrer Höfe — energisch Aufklärung über den wirklichen Sachverhalt und entzogen so der B.-K. ihren letzten Halt. Zu größeren und entscheidenden Änderungen kam es aber erst um 1829. Viele der alten Kommissionsmitglieder waren inzwischen zurückgetreten, andere tatkräftigere in die Kommission eingetreten, und den Vorsitz übernahm der energische Piekarski. Nun begann die Kommission tiefer nach den Ursachen des Mißerfolges zu forschen, was vor allem unter dem Druck der häufigen Sequestrationpraxis und der — für sie überraschenden — Tatsache geschah, daß niemand die mit Zins überlasteten Gründe kaufen wollte. Auch weigerten sich nicht nur die noch nicht regulierten Landwirte der Zuzinssetzung ihrer Frondienste zuzustimmen, sondern es verlangten sogar einige bereits regulierte Gemeinden die Wiedereinführung der Robot. Besonders verhaßt und beschwerlich war die Solidarhaftung.

Alle diese Umstände und die allgemeine Mißernte von 1830 zwangen die Kommission zu gründlichen Untersuchungen, deren Ergebnis die verspätete Erkenntnis war, daß das Schicksal der Bauern durch die Mißgriffe in der Zinsberechnung in der Tat verschlechtert worden ist. Allein sie fühlte sich angesichts der ihr erteilten Instruktion der Org.-Kom. außerstande, das Werk als Ganzes zu verbessern, und beabsichtigte daher den Höfen Vorschläge zur Abänderung der Instruktionsprinzipien zu unterbreiten. Speziell plante sie eine neue Klassifikation der Gründe, allein sie wurde wieder durch die Furcht vor kühnerer Initiative in Passivität hineingetrieben. Wohl teilte sie die Resultate ihrer Beobachtungen den Höfen mit — aber ihr Bericht gelangte leider an die Höfe erst nach Ausbruch des Novemberaufstandes 1831 und wurde ad acta gelegt. Auch die in Aussicht genommene Reduktion in der Klassi-

fikation der Gründe blieb unausgeführt. Immerhin aber beurteilte die B.-K. die Lage der Bauern nun nachsichtiger. — Im übrigen aber wartete sie auf das Eintreffen der Reorganisations-Kommission und schob bis zu diesem Zeitpunkte die Erledigung aller irgendwie zweifelhaft erscheinenden und schwierigen Fragen hinaus.

Die Kommission zur „Berichtigung der Angelegenheiten des Freistaates“ wurde im Jahr 1833 delegiert. Damit beginnt nun ein neuer Abschnitt in der Tätigkeit der B.-K. wie im Leben des ganzen Kleinstaates überhaupt. Die Reorg.-Kom. änderte nun in der Tat die alte Instruktion der B.-K. ab. Hauptsächlich bezogen sich die Änderungen vor allem auf die Aufstellung einer neuen konstanten Skala bei Berechnung des Zinses unter Herabsetzung des Preises des Zinsgetreides auf die Hälfte und des Preises der Frontage auf zwei Drittel sowie unter Reduktion der Grundklassifikation. Die neue Zinsberechnung sollte auch als Norm bei Berechnung der Schuldigkeiten der bereits früher regulierten Landwirte dienen und die erfolgten Mehrzahlungen sollten zurückerstattet werden. Wenigstens sollte dies auf den Staatsgütern geschehen, während auf den geistlichen von einer derartigen Rückvergütung abgesehen und überdies zur Entschädigung des Klerus — für die Zinsreduktion — die Steuer von 40% auf 24% des fatierten Ertrages herabgesetzt wurde. Außerdem wurde die verhaßte Solidarhaftung aufgehoben und ein Minimum des Bauernbesitzes mit 5 Morgen normiert. Die Reduktion des Zinses sowie die Zehentregulierung wurde durch die Reorg.-Komm. dem Senat übertragen; der Rural-Kommission wurde nur die Berichtigung der Gründeklassifikation, die Beendigung der Organisation in den Institutsgütern, sowie die Herausgabe neuer Verträge an die Erbpächter vorbehalten.

So ging die B.-K. gegen das Ende ihres Bestandes ihrer privilegierten Stellung verlustig und war genötigt, den Ansichten des Senats Rechnung zu tragen, auf den zugleich ein großer Teil ihrer bisherigen Funktionen überging.

Auch diese letzte Periode in der Tätigkeit der B.-K. erscheint an selbständiger Arbeit arm: zu den alten Schwierigkeiten gesellte sich nun eine neue, nämlich daß beide Behörden miteinander in Fühlung bleiben mußten; dadurch ging viel Zeit verloren, so daß die auf zwei Jahre berechnete Regulierung noch fünf Jahre dauerte. Denn immer wieder gab es Streitfälle und daher bei jedem Anlaß Berufungen an die Residenten. Diese aber waren damals schon aus-

schließlich mit der „Epurierung“ des Landes von revolutionären Elementen beschäftigt und zeigten daher geringes Interesse für die Bauernfrage und die Kommission, so daß die Berichte der B.-K. nicht einmal an die schutzherrlichen Höfe gelangten, sondern irgendwo in den Kanzeleien der Residenten liegen blieben.

Die Hauptschwierigkeit bei dem Abschluß der Reguliernug auf den — bis dahin nicht regulierten Stiftungsgütern, deren Bauern fortwährend die Kommission wegen Beschleunigung der Reform bestürmten, bildete nach wie vor der Widerstand des Klerus. Die B.-K. mußte erst diesen Widerstand brechen und verlautbarte gegen den Willen der Eigentümer die Ablösung: die zweite von der Reorg.-Komm. ihr übertragene Funktion, nämlich die Berichtigung der Gründeklassifikation in den mit Zins überlasteten Dörfern wurde dagegen von der B.-K. ohne größere Schwierigkeiten durchgeführt. Zu gleicher Zeit führte das vom Senat ernannte Rektifikationskomitee die Zinsreduktion auf den Staatsgütern durch. Beide Körperschaften waren gegen Ende des Jahres 1835 mit der ganzen Arbeit in der Hauptsache fertig. Zur Beendigung ihrer Tätigkeit verblieb der B.-K. vornehmlich nur die Herausgabe der Verträge an die Erbpächter, womit sie sich bis 1838 befaßte. Den Schlußbericht über ihre 22-jährige Tätigkeit an die Höfe erstatteten sie erst im Jahre 1840.

Hatte ständige Kritik die Arbeiten der Kommission begleitet, so verstummte sie auch nach Durchführung der Reform nicht. Unzufrieden waren einerseits der Landtag und der Klerus, anderseits die Bauern. Wie die B.-K. in ihrer ersten Arbeitsperiode für die Fehler der Org.-Komm. hatte büßen müssen, so wurde sie jetzt für die Irrtümer der Reorg.-Komm. verantwortlich gemacht, die ohne den Landtag zu befragen, große Änderungen vorgenommen und das Gleichgewicht des Landesbudgets ernstlich gefährdet hatte.

Der erste Sturm brach in der Landtagssession von 1838 los, trotzdem die allmächtigen Residenten alle Mittel des Terrors, der Bestechung und der Zensur angewendet hatten, um sich eine gemäßigte Stimmung zu sichern. Insbesonders äußerte sich die Unzufriedenheit infolge der Verminderung der Einnahmen aus den Staatsgütern und hiedurch der jährlichen Staatseinnahmen um 100.000 poln. Gulden. Dies zwang den Senat, die in seinen Händen befindlichen Depositenfonds anzugreifen, und stellte den Landtag vor die schwierige Aufgabe, Mittel zur Deckung des Defizits ausfindig zu machen, insbesondere als die Reorg.-Komm. den Auftrag

zur Rückerstattung der Mehrzahlungen an die Bauern erteilte, was einen Aufwand von 3 Mill. poln. Gulden erforderte und durch neue Steuern gedeckt werden mußte. Auch der Klerus, dessen Einnahmen durch die Reform starke Einbuße gelitten hatten, wurde nicht müde, sich gegen die Reform aufzulehnen. Im Jahre 1840 überreichten der Administrator der Diözese Zglenicki und der Erzpriester der Marienkirche dem päpstlichen Nuntius in Wien einen Protest, welcher dahin ging, daß die ganze Regulierung aufgehoben werden sollte. Anderseits wurden unter den Bauern, namentlich auf geistlichen Gütern, in den vierziger Jahren Forderungen nach der Parzellierung des Restes der in den Händen der Dominien belassenen Meierhofgründe laut. Die Bauern von Mogiła petitionierten darum sogar beim Kaiser Nikolaus während seiner Anwesenheit in Warschau mit der Motivierung, daß sie zumindest je 5 Morgen hätten erhalten sollen, aber tatsächlich nur bedeutend kleinere Anteile besäßen. — Auch unter den Bauern auf Privatgütern begann eine Bewegung, welche die Aufhebung der Robote und eine Regulierung wie auf den öffentlichen Gütern verlangte, ja die Bauern beabsichtigten sogar, deswegen Deputationen an die Höfe zu entsenden.

Erst der folgende Landtag vom Jahre 1844, zugleich der letzte, sanktionierte unter dem Druck der Verhältnisse das Werk der B.-K. und verlieh den neuen Verhältnissen eine feste Rechtsform. Dies war auch durchaus notwendig, die B.-K. hatte dies stets empfunden, und auf eine gesetzgeberische Festlegung der neugeschaffenen Verhältnisse gedrungen, da der Begriff des geteilten Eigentums dem in Polen rezipierten Code Napoléon ein vorher unbekannter Begriff war. Allein die von ihr mehrfach ausgearbeiteten und der gesetzgebenden Kommission überwiesenen Entwürfe über das Besitzrecht der emanzipierten Bauern hatten keine Mehrheit im Landtage gefunden. Das Gesetz von 1844 füllte endlich diese Lücke aus. Es unterscheidet je nach der Größe und Entstehung der Besitzung Erbpacht- und Erbzinsrecht und bezeichnet beide als „Besitzung und Nutznießung von Liegenschaften gegen ständigen, dem Ertrage angepaßten Zins". Der Obereigentümer erscheint zum Bezug dieses Zinses und des Laudemiums beim Besitzwechsel berechtigt, ferner steht ihm das Vorkaufsrecht zu, er hat jeden neueintretenden Landwirt zu bestätigen und er kann den Besitzer bei Überschuldung abstiften. Legungen bäuerlicher Gründe sind verboten. Desgleichen deren Umtausch. Der bäuerliche Wirt darf wiederum seinen Besitz

weder verringern noch teilen und darf keine Schulden machen. Die Erbfolge sollte nach den allgemeinen bürgerlichen Rechtsnormen erfolgen — unter Festhaltung der Unteilbarkeit der Wirtschaft.

Sowohl das Gesetz von 1844, das dem Vorbild des preußischen allgemeinen Landrechtes folgte, als auch die ganze Reform, schweigen sich über die Frage des Loskaufes der bäuerlichen Gründe zu freiem Eigentum aus. Sie schlossen ihn aber keinesfalls aus. Doch war ein derartiger Loskauf offenbar nicht mehr als Gegenstand einer sozialpolitischen Aktion von Staatswegen, sondern lediglich individueller Bemühungen der einzelnen Landwirte gedacht. Immerhin wollte die Gesetzgebung ihn wenigstens nicht künstlich hemmen, wie das z. B. in Kongreß-Polen geschah. Dagegen wurde einerseits die Möglichkeit der Abstiftung des mit seinen Schuldigkeiten rückständigen Landwirtes noch nachdrücklicher als in anderen Gesetzgebungen eingeräumt, dafür aber wieder auch der Anspruch auf Zinsnachlaß in unverschuldeten Notfällen ziemlich ausgiebig zugestanden.

Das Gesetz von 1844 bildet einen Markstein auf dem Wege eines Regelung der bäuerlichen Eigentumsverhältnisse in den polnischen Ländern. — Aber es kam zu spät. Denn schon machte sich innerhalb der bäuerlichen Bevölkerung eine lebhafte Bewegung gegen das bisherige Fronverhältnis überhaupt bemerkbar. Aus Furcht vor weiterem Anwachsen der Lasten wandte sich die Konferenz der Residenten im Einvernehmen mit dem Senat nach Wien mit der Bitte um Genehmigung der Reform durch eine Ministerialkonferenz (Metternich, Medem, Kanitz), und diese bestätigte denn auch tatsächlich am 4. Januar 1845 die Anordnungen der B.-K. als „ewig und unabänderlich“.

Die weitere Entwicklungsgeschichte der bäuerlichen Verhältnisse in Krakau fällt aus dem Rahmen dieser Darstellung. Bemerkt sei nur, daß schon das Jahr 1846 Anzeichen einer völligen Umwälzung der Verhältnisse brachte, die sodann mit der Revolution von 1848 eintrat.

Im früheren Freistaat Krakau gewährten die Patente von 7. Septenber 1848 und vom 12. März 1851 allen Landwirten ohne Unterschied volles Eigentumsrecht an dem in ihrem Besitz befindlichen Boden und beseitigte die Zinsverpflichtungen der von der B.-K. regulierten Bauern gegen volle Entschädigung der Bezugsberechtigten, u. zw. bei den regulierten Bauern auf deren Kosten.

Blicken wir auf das Regulierungswerk der B.-K. zurück, so

haben wir festzustellen, daß die territoriale Beschränkung dieser Reformversuche auf den Freistaat Krakau und die weitere Beschränkung auf die öffentlichen Güter allein sich als Konzession an den polnischen Adel darstellt, wodurch sich auch das Unterlassen jeglicher Reformversuche in Kongreß-Polen erklärt. Im Freistaat selbst war allerdings diese Reform unstreitig die hervorragendste Tat, und es kommt diesem praktischen Versuch zur Lösung der Bauernfrage — abgesehen vom Herzogtum Posen — in der Zeit vor der Grundentlastung eine viel weitere Bedeutung zu, als man nach dem engen räumlichen Rahmen, in dem sie sich vollzog, annehmen könnte.

Die B.-K. war in Polen die erste, die sich auf den Boden einer konsequent durchgeführten Ablösung der Frondienste auf den öffentlichen Gütern stellte. Sie regulierte etwa 40% aller vorhandenen Güter und einen ungefähr ebenso großen Teil der Bauern, regelte und verbesserte, nach vielen mißlungenen Versuchen, deren wirtschaftliche und rechtliche Lage, ordnete die Gemeinde-Angelegenheiten, machte sich um die Hebung der Bodenkultur verdient. Während in Kongreß-Polen bis 1846 kaum die Hälfte der Bauern auf den Staatsgütern befreit wurde, erstreckte sich die Emanzipation in Krakau auf die Hälfte der ganzen Bauernschaft, da auch Privatdominien dem Beispiel der Kommission folgten. Muß man dies anerkennen, so darf man anderseits die Unfähigkeit, Einseitigkeit und Langsamkeit der Kommission nicht übersehen, die 22 Jahre und einen Amtsaufwand von 300.000 poln. Guld. brauchte, um 91 Meierhöfe zu regulieren, 5.500 Bauernwirtschaften zu bilden und 28.000 Menschen zu befreien!

Die Einführung der Erbpachten im Freistaat Krakau fällt in eine Zeit, in der dieses Rechtsinstitut anderwärts fast allgemein aufgehoben wurde. Sie stellt sich also als eine verspätete Regulierungsform der Agrarverhältnisse dar — obwohl sie in unserer Gegenwart wieder in der Form von Rentengütern in den europäischen Gesetzgebungen Triumphe feiert.

Daß die Privatbauern von der Reform unberührt blieben, hat den auch schon früher vorhandenen ziemlich bedeutenden Unterschied in der rechtlichen und der wirtschaftlichen Lage der Privat- und der Domänenbauern noch mehr vertieft und den Gegensatz zwischen ihnen bis zur Grundentlastung erhalten, obschon, wie erwähnt, manche Privatdominien — etwa 30% aller — zu freiwilligen Ablösungen schritten.

Jedenfalls gebührt der B.-K. und ihrer Wirksamkeit ein besonderes Blatt in der Geschichte der polnischen Wirtschaftspolitik. Bisher hat sie wenig Beachtung gefunden, und nur W. Kopf hat ihre Tätigkeit in seiner Skizze der Bauernverhältnisse im Freistaat Krakau kurz geschildert.

Die Darstellung des Verfassers ist einer größeren, dem Abschluß entgegengehenden Arbeit über die Entwicklung des gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisses im Freistaat Krakau entnommen. Sie gründet sich auf die im „Archiv alter Akten" in Krakau aufbewahrten Sammlung der Akten der Rural-Kommission, des Senats, der Landtage, der Organisierungs-Kommission u. s. w., sowie auf Akten im Hof- und Staats-Archiv und im Archiv des Ministeriums des Innern in Wien.

---

12. HALECKI OSKAR. **Litwa, Ruś i Żmudź jako części składowe W. księstwa litewskiego.** (*Litauen, Reußen und Samaiten als Bestandteile des litauischen Staates*).

Um die Frage nach der territorialen Gliederung des litauischen Staates und die rechtliche Stellung seiner Bestandteile aufzuhellen, verwendet der Verfasser die bisherigen Forschungsergebnisse, nämlich die Feststellung, daß wir in diesem Staate das Litauen im engeren Sinne von seinen Nebenländern zu unterscheiden haben, zur Interpretation der territorialen Bezeichnungen in den gleichzeitigen Quellen. Es handelt sich hiebei 1) um die Bedeutung der Bezeichnung „Reußen" und 2) um die Frage, ob Samaiten ein Teil des eigentlichen Litauen oder eines seiner Nebenländer war.

I. Litauen und Reußen. Der 1386 mit Polen vereinte litauische Staat wird in der offiziellen Terminologie als „terrae Lituaniae et Russiae" bezeichnet, seine Herrscher führen den Titel: Großfürst von Litauen und Herr von Reußen. Da der erstere Name, Litauen, nicht das ethnographisch litauische Gebiet allein bezeichnet, sondern auch manche, frühzeitig eroberte und dem Reiche einverleibte, ethnographisch reußische Territorien umfaßt, die stets zu Litauen im engeren Sinne gerechnet werden, liegt die Folgerung nahe, daß Reußen die Nebenländer des Staates bezeichnet, die sämtlich ethnographisch und historisch reußische Provinzen waren.

Dies sucht der Verfasser eingehend zu beweisen. Mit dem staatlich-territorialen Momente, das genetisch in Namen „Reußen" wur-

zelt, verbindet sich der Begriff der „reußischen Lande“ Litauens als eines eine Sonderstellung einnehmenden Ganzen; ein solches bildeten eben im Aufbau des Staates jene reußischen Nebenländer. Aus offiziellen Quellen aus der Zeit der ersten Jagellonen ist ersichtlich, daß sich die Bezeichnungen, welche für die Nebenländer des Großfürstentumes verwendet werden (z. B. „cetera dominia ducatus“ u. dgl.), aufs genaueste mit dem Namen „Reußen“ oder Ausdrücken wie „reußische Lande“ oder gar „reußische Staaten“ Litauens decken und abwechselnd mit diesen letzteren Bezeichnungen verwendet werden. Zum gleichen Resultate führt die Analyse der gleichzeitigen historiographischen Denkmäler: der Chronist, der die Kämpfe zwischen den Großfürsten Świdrygiełło und Sigismund Kiejstutowicz schildert, unterscheidet im Gesamtstaate ein „litauisches“ und ein „reußisches Großfürstentum“, wobei diese beiden Begriffe keineswegs den ethnographischen Gebieten beider Völker entsprechen, sondern der erstere auch die mit dem eigentlichen Litauen verschmolzenen reußischen Gaue umfaßt, der letztere aber sich ausschließlich auf die reußischen Nebenländer bezieht.

Um etwaigen Einwänden zu begegnen, widerlegt hierauf der Verfasser die bisherige Annahme, nach der das „Reußen“ der litauischen Quellen nicht die Nebenländer des Reiches, sondern einen bestimmten Teil des eigentlichen Litauen, den östlichen Teil seiner ethnographisch reußischen Gebiete, die Lande am oberen Dniepr und seinen Nebenflüssen, bezeichnet hätte.

Der Beweis, daß die „reußischen Lande“ Litauens mit seinen Nebenländern identisch sind, soll zur Interpretation jener Urkunden dienen, welche die rechtliche Stellung Reußens im litauischen Staate betreffen. Da vor der Union mit Polen die reußischen Provinzen in ihren inneren Zuständen von ihm vollkommen unabhängig waren, konnten sich die beiden ersten Privilegien, die Litauen (1387 und 1413) nach der Union erhielt, auf diese Nebenländer nicht erstrecken. Diese territoriale Beschränkung, die noch weit empfindlicher war als die religiöse Ausschließlichkeit, welche nur Katholiken den Genuß der neuen Rechte einräumte, hatte einen heftigen Antagonismus zwischen den reußischen Nebenländern, die sich nun gerade infolge ihrer Autonomie rechtlich zurückgesetzt sahen, und dem privilegierten Kerngebiete des Reiches zur Folge. Da ihm ferner bisher die Nebenländer in der äußeren Politik völlig untergeordnet gewesen waren, kam es auch ausschließlich dem eigentlichen Litauen zugute,

daß allmählich die höheren Stände des Volkes auch zu politischem Einflusse gelangten. Auf Grund dieser doppelten Beeinträchtigung eines großen Teiles des Reiches kam es 1432 zum Bürgerkriege zwischen „Litauen“ und „Reußen“, wobei aber diese Namen nicht die litauische und die reußische „Nation“ (im heutigen Sinne des Wortes), auch nicht die Katholiken und die Orthodoxen, sondern, in der vorhin festgestellten politisch-territorialen Bedeutung, den Kern des Staates und seine Nebenländer bezeichnen. Die letzteren stellten sich auf die Seite Świdrygiełłos, der sich geneigt gezeigt hatte, ihnen die erwünschte Gleichberechtigung zu gewähren, und der nach der Wahl Sigismunds zum Großfürsten im J. 1432 in dem Umstand, daß der litauische Staat außer Litauen selbst noch einen zweiten, gesonderten Bestandteil hatte, die Möglichkeit einer weiteren Ausübung der großfürstlichen Herrschaft erblickte. Daher erließ sein Nebenbuhler, um auch die reußischen Nebenländer für sich zu gewinnen, 1434 das bekannte Privileg, welches „Reußen“ und „Litauen“ gleichstellte. Die religiöse Beschränkung der vorher für Litauen allein erlassenen Privilegien verlor, wenn auch formell nicht aufgehoben, ihre Bedeutung in all den Punkten, welche in das neue Litauen und Reußen in gleicher Weise umfassende Privileg aufgenommen wurden, das religiöse Unterschiede gänzlich ausschaltete; sie blieb aber, bis zur Aufhebung im Jahre 1563, in den Punkten bestehen, welche 1434 nicht erwähnt wurden, also hinsichtlich des Zutritts zu den 1413 im eigentlichen Litauen errichteten Ämtern und überhaupt der einen Anteil am politischen Leben gewährenden Konzessionen. Diesen Anteil, vor allem an den Wahlen der Großfürsten und den eben damals entstehenden Reichstagen, errangen sich die Nebenländer des Großfürstentums erst während der inneren Wirren nach dem Regierungsantritte Kasimirs des Jagellonen im Jahre 1440.

II. Litauen und Samaiten. Ähnliche Wirren brachen damals auch in manchen Gebieten des eigentlichen Litauen aus, so besonders in Samaiten. Dieses gehörte nämlich bis 1440 nicht zu den selbständigen Nebenländern, sondern zu Litauen im engeren Sinne, obwohl sich in diesem Lande schon ein starkes territoriales Sondergefühl regte, das in partikularistischen, auch gegen das neu eingeführte Christentum gerichteten Unruhen zur Zeit des Großfürsten Witołd seinen Ausdruck fand. Trotzdem wurde ihm durch die Privilegien aus der Zeit Witołds und Sigismunds noch keineswegs eine ähnliche Sonderstellung eingeräumt, wie eine solche die

reußischen Nebenländer besaßen, sondern nur einzelne Sonderrechte von geringer Bedeutung.

Eine völlige Änderung führte erst der Aufstand Samaitens gegen Kasimir herbei, der bisher nur aus der Schilderung einer erst etwa ein Jahrhundert später abgefaßten Chronik näher bekannt war. Mit Hilfe einiger nichtveröffentlichter, zeitgenössischer Schreiber aus dem Staatsarchive zu Königsberg i. Pr. stellt der Verfasser den Verlauf des Aufstandes dar, der in die zweite Hälfte des Jahres 1441 (nicht 1440) zu verlegen ist, und erörtert, teilweise auch auf Grund bisher nicht berücksichtigter Eintragungen in der litauischen Reichsmatrikel, die endgültige Lösung der samaitischen Frage durch eine vollständige Amnestie und durch weitgehende Konzessionen, die den Samaiten auf dem Reichstage zu Wilno zu Beginn des Jahres 1442 gewährt wurden.

Diese fanden in dem damals erlassenen Privileg für das Land Samaiten ihren Ausdruck. Aus seinen uns noch erhaltenen späteren Erweiterungen lassen sich jene Punkte ausscheiden, die 1442 formuliert wurden, und die Analyse dieser Artikel beweist, daß sie Samaiten eine derartige Sonderstellung einräumten, wie sie bis dahin die Nebenländer besessen hatten. Als ethnographisch und historisch litauisches Gebiet konnte es aber nicht wie diese mit dem Gesamtnamen „Reußen" bezeichnet werden, sondern mußte einen dritten Bestandteil des Staates, neben Litauen und Reußen, bilden. Einen deutlichen Ausdruck fand diese Neubildung in der allmählichen Veränderung des großfürstlichen Titulatur durch Beifügung des neuen Titels eines „Fürsten von Samaiten", sowie der offiziellen Bezeichnung des Gesamtstaates, der von nun an, besonders in den Reichsprivilegien als „Großfürstentum Litauen, Reußen und Samaiten" erscheint. Es entstand auf diese Weise, nebst Erscheinungen eines starken territorialen Partikularismus, der Begriff eines „Fürstentums Samaiten", ein Name, den dieses Land auch fernerhin behielt, als die übrigen litauischen Nebenländer nach polnischem Muster als „Wojewodschaften" bezeichnet wurden.

---

13. TAYLOR EDWARD. **Pojęcie współdzielczości.** (*Das volkswirtschaftliche Wesen der Genossenschaften*).

Trotzdem die genossenschaftliche Bewegung in allen Ländern eine reiche Entwicklung und bedeutende Resultate aufzuweisen hat

und man große Hoffnungen an sie knüpft, so ist doch das volkswirtschaftliche Wesen der Genossenschaften bis jetzt weder in der Volkswirtschaftslehre noch in der sozialen Praxis festgestellt, ja, nicht einmal näher bestimmt. Meistens versteht man unter Genossenschaften, ohne ihren ökonomischen Charakter näher zu betrachten, alle Volksassoziationen zur Erlangung direkt wirtschaftlicher Ziele. Doch eine oberflächliche Betrachtung zeigt schon, wie unzureichend eine solche Begriffsbestimmung ist.

Prüft man die Ursprungsquellen des Genossenschaftswesens (utopisch-genossenschaftlicher Sozialismus), dann seine gegenwärtigen Erscheinungsformen, sowie die Theorien und sozialen Richtungen, mit denen die einzelnen Arten der Genossenschaften zusammenhängen, so kann man feststellen, daß den Ausgangspunkt des Genossenschaftswesens das Streben nach Besserung der wirtschaftlichen Lage der schwächeren Elemente bildet, welche in unserer kapitalistischen, für sie ungünstigen Wirtschaftsordnung in unzureichendem Maße an der Verteilung des Volkseinkommens beteiligt sind. In dieser Hinsicht kann man zwei grundsätzlich verschiedene Richtungen und soziale Programme in der genossenschaftlichen Bewegung unterscheiden: einerseits den integralen (föderalistischen) und korporativen Kooperatismus, also Konsumgenossenschaften, Arbeiterproduktivgenossenschaften und zum großen Teil die landwirtschaftlichen Genossenschaften Raiffeisen'scher Richtung, und anderseits den syndykalistischen Kooperatismus (Schulze und die ihm verwandten Organisationen). Die erstere Form zeichnet sich durch reformatorischen Charakter aus in Beziehung auf die gegenwärtige soziale Ordnung, die andere dagegen bezweckt den weiteren Ausbau und die Festigung dieser Ordnung, indem er in dieselbe weitere, bisher daran nicht aktiv beteiligte Bevölkerungschichten einzufügen sucht. Entsprechend diesen zwei verschiedenen sozialen Ausgangspunkten zerfallen die bestehenden genossenschaftlichen Institutionen ebenfalls in zwei Kategorien, die sich voneinander deutlich durch ihren Charakter, durch die Methode ihrer Tätigkeit und durch ihre Organisation unterscheiden, was gleichzeitig darin zum Ausdruck kommt, ob die Institution die in den Unternehmungen übliche, in unserer sozialen Ordnung wurzelnde Gewinnverteilung beibehält, oder dieselbe ausschließt und eine neue einführt. Die Gesamtheit der Institutionen also, die als genossenschaftliche gelten, ist nicht gleichartig, sondern man kann sie in zwei Kategorien teilen; das wesent-

liche Moment bei dieser Gliederung ist die Methode der Gewinnverteilung.

Betrachtet man wieder die Gesetzgebungen der Länder, welche spezielle, für sämtliche Genossenschaften bestimmte Rechtsformen besitzen, wie England, Deutschland, Österreich, Belgien, Italien, Schweiz, so muß festgestellt werden, daß die Konstruktion der juristischen Normen, welche die ökonomische Natur der Genossenschaften zum Ausdruck bringen, sich im großen und ganzen in zwei Richtungen bewegt: einerseits sucht man die genossenschaftlichen Formen den weitesten Kreisen möglichst zugänglich zu machen, man bestimmt sie für die ärmeren Schichten, anderseits sucht man — trotz scheinbarer Widersprüche — das Kapital, das die Genossen in dem Unternehmen angelegt haben, von der Aneignung des Gewinnes zu eliminieren. Dabei verdient hervorgehoben zu werden, daß diese Gesetzgebungen keinen Grund zu der Meinung geben, als wären die auf ihnen aufgebauten Institutionen im allgemeinen alle gleichartig und hätten alle denselben Wert und die gleiche soziale Bedeutung. Diesen Wert machen sie ursächlich von dem größeren oder geringeren Maße abhängig, wie diese Institutionen das im Unternehmen investierte Kapital von der Anteilnahme an der Gewinnverteilung ausschließen; insbesondere bildet dieses Kriterium den Ausgangspunkt für verschiedenartige Finanzbegünstigungen in der Finanzgesetzgebung mancher Staaten, wie z. B. in Österreich. Ebenfalls in demselben Moment, nämlich in dem Verhältnisse der Institution zum Kapital und zum Gewinn, liegt der Ausgangspunkt für die allgemeine populäre Auffassung vom Genossenschaftswesen, wonach bei der Führung eines genossenschaftlichen Unternehmens nicht Kapitalgewinnerzielung, sondern Förderung des Gemeinnutzens bezweckt wird.

Man wird also bei der Bestimmung des ökonomischen Begriffes des Genossenschaftswesens von diesen fundamentalen Kennzeichen ausgehen müssen. Handelt es sich um den Charakter der Genossenschaften als Mittel zur Hebung der ärmeren Klassen der Gesellschaft, so läßt sich die absolut formulierte Bestimmung, die Genossenschaften seien wirtschaftliche Organisation von „Nichtkapitalisten“, nicht aufrechterhalten, und zwar sowohl im Hinblick auf die realen Tatsachen wie auch auf die theoretisch relative Natur des Begriffes „Nichtkapitalist“. Mithin darf auch der Inhalt dieses Begriffes in seiner mit dem Begriffe des Vermögens verwandten Deutung nicht

als ein Kriterium hingestellt werden, welches die genossenschaftlichen Institutionen von allen anderen wirtschaftlichen Vereinigungen unterscheidet, umso weniger darf er als einziges unterscheidendes Kriterium angenommen werden, wodurch die Genossenschaften bloß die Bedeutung von demokratischen kleinkapitalistischen Aktiengesellschaften erhalten würden. In seinem einzig möglichen relativen Sinne — in Beziehung auf die bestehende kapitalistische Ordnung — besagt nämlich das erwähnte Merkmal, daß das Genossenschaftswesen die Organisation wirtschaftlich schwächerer Elemente sei, jedoch relativ schwächerer, d. h. bezugnehmend auf das andere Glied des entsprechenden wirtschaflichen Verhältnisses. Auf diese Weise wird die ganze Bedeutung des Momentes der persönlichen Zusammengehörigkeit der Genossen auf das Verhältnis der Genossenschaft zur kapitalistischen Wirtschaftsordnung, auf die Rolle des Kapitals und des Kapitalgewinnes in der Institution übertragen, hängt also eng zusammen mit den weiteren, oben hervorgehobenen Merkmalen des Genossenschaftswesens.

Eine Reihe, namentlich deutscher Autoren unterläßt es, diese Merkmale näher zu analysieren und sie zum Ausgangspunkt ihrer Erörterungen über das Wesen der Genossenschaften zu nehmen. Sie erblicken vielmehr das wirtschaftliche Wesen der Genossenschaften darin, daß die Genossenschaft in Gegensatz zur kapitalistischen Gesellschaft immer nur einen Teil der gewerblichen oder der häuslichen wirtschaftlichen Tätigkeit der Mitglieder umfaßt, dieselbe nicht ganz erschöpft, eine unselbständige Wirtschaft ist, oder auch darin. daß die Genossenschaft eine spezielle Vereinigung von Personen als solchen (Personalgesellschaft), nicht eine Vereinigung von Kapitalien ist.

Die erste Anschauung schließt aus dem Bereiche der Genossenschaften die so unzweifelhaft hieher gehörenden Arbeiterproduktivgenossenschaften aus. Hiebei ist das von ihr aufgehobene Merkmal nicht eine spezielle Eigentümlichkeit der Genossenschaften, denn es kennzeichnet ebenfalls zutreffend eine ganze Reihe von rein kapitalistischen Vereinigungen, wie verschiedene Formen industrieller Kombinationen und drgl. Theoretisch ist dieses Merkmal kein wesentliches Moment sowohl vom Standpunkt der Privat- als auch der Sozialwirtschaft und bildet kein hinreichend starkes und logisch unanfechtbares Kriterium, welches als Grundlage für eine Gliederung der einzelnen Kategorien der Wirtschaften dienen könnte.

Die zweite der obigen Konstruktionen die „Personalgesellschaft“ (abgesehen von ihrer buchstäblichen Interpretation, d. h. von der Anerkennung der Genossenschaft ausschließlich als Assoziation der Arbeit, was in grellem Widerspruch zur Wirklichkeit stehen würde) kann bedeuten: entweder den schon oben von uns untersuchten Zusammenhang zwischen den Wirtschaften der Mitglieder und der Tätigkeit der Genossenschaft oder auch die Beteiligung der Mitglieder an der Tätigkeit der Genossenschaft mit noch etwas anderem außer dem Kapital. Im letzten Falle ist sie vollständig wertlos, weil eine dauernde faktische Beteiligung in der Praxis unmöglich ist und kein ausreichendes Material zur logischen Konstruktion bildet. Sie kann also nur entweder die allgemeine Fähigkeit der Mitglieder bedeuten, sich an der Tätigkeit der Genossenschaft zu beteiligen, was sich als kein unterscheidendes Merkmal im Verhältnis zu sämtlichen wirtschaftlichen Vereinigungen darstellt, oder sie kann auch den beruflichen Charakter der Genossenschaft bedeuten, worin man aber keineswegs ein wesentliches, von anderen Vereinigungen unterscheidendes Kennzeichen erblicken kann. Daher sind auch die Autoren, welche die genossenschaftlichen Institutionen für „Personalgesellschaften“ halten, gezwungen, diesem Begriff noch eine Reihe anderer durch keine Grundidee miteinander verbundenen Merkmale zu unterordnen um die von ihnen im allgemeinen anerkannte Tatsache festzustellen, daß in den Genossenschaften das Kapital eine „dienende Stellung“ einnimt; diejenigen Autoren aber, welche die Analyse am gründlichsten durchführen, fügen schließlich zu jenen Merkmalen auch die Gewinnverteilung nach der Inanspruchnahme der Unternehmung, nicht im Verhältnis des in der Genossenschaft angelegten Kapitals hinzu. Bei dem so rektifizierten „persönlichen Charakter“ der Genossenschaften erscheint aber eine Reihe anderer Merkmale als überflüssig und der Begriff selbst insofern methodologisch unzureichend, als er nicht die kürzeste Erfassung der Erscheinung bildet, sondern eine Sammlung von wesentlichen und unwesentlichen Merkmalen, ohne Klarlegung ihrer gemeinsamen tieferen Grundlage, ihrer theoretisch-ökonomischen Natur.

Aus der obigen Literaturübersicht geht ebenfalls hervor, daß der Schwer- und Hauptpunkt des wirtschaftlichen Wesens der Genossenschaften in dem Momente des Verhältnisses der Institution zum Kapital, mit dem sie arbeitet, und zu dem aus dieser Arbeit erreichten Gewinne enthalten ist. Eben diese Momente sind gleichzeitig für den

sogenannten antikapitalistischen Charakter der Genossenschaften maßgebend. Die kapitalistische Wirtschaftsordnung wird vom Standpunkte der sozialen Frage durch die fundamentale Erscheinung gekennzeichnet. daß dem privaten Besitze der Produktionsmittel der Mehrwert zufällt, welchen das Produkt jeder wirtschaftlichen Tätigkeit über den Wert aller dazu benützten Produktionsfaktoren gibt. Nachdem man die Vergütung des Unternehmers für seine eigene Arbeit, sein Kapital und den Boden zum obigen statischen Maße des Wertes zurückgeführt und auch die Risikoprämie berücksichtigt hat, bleibt noch ein Teil des oberwähnten Mehrwertes übrig, welcher in der Volkswirtschaftslehre den Namen des „Unternehmergewinns“ trägt.

Dieser Gewinn fällt dem Unternehmer als solchem, als dem wirtschaftlichen Beherrscher des Unternehmens, und zwar vor allem dem eigenen Kapital des Unternehmers zu, weil in der Regel ohne solches Kapital ein selbständiges Unternehmen nicht geführt werden kann und weil anderseits bei unserer Wirtschaftsordnung in dem eigenen Kapital eben die ökonomische Beherrschung des Unternehmens vom einzelnen zum Ausdruck gelangt. Diese Erscheinung ist die Hauptursache der Schöpfung der neuen Kapitalansammlungen und der Vermehrung der vorhandenen; die Arbeit hat keinen Anteil an diesem Mehrwerte, sie ist ausschließlich auf je nach dem Spiel von Angebot und Nachfrage bestimmten Lohn, auf Einnahmen, welche aus ihrem „natürlichen“ Werte folgen, angewiesen. Wenn also das Genossenschaftswesen den Privatbesitz der Produktionsmittel nicht eliminiert, gleichzeitig aber sich gegen den Gewinn und gegen das Kapital als Erscheinungen des Kapitalismus richtet, durch welche die wirtschaftlich schwächeren Schichten infolge ungenügender Partizipierung an der Verteilung des Volkseinkommens beeinträchtigt werden, so kann es bloß bedeuten, daß es sich gegen das Zufallen des Unternehmergewinnes an die Besitzer der Produktionsmittel wendet, d. h. gegen die Institution des „privaten kapitalistischen Unternehmers“ im allgemeinen, im besonderen aber gegen die spezielle und gewöhnlichste Form dieser Erscheinung, d. h. es soll der Unternehmergewinn dem eigenen Kapital des Unternehmers nicht zufallen.

Aus diesem Standpunkte ergibt sich also folgerichtig, daß von der Verteilung des Gewinnes aus dem Unternehmen das Kapital (über dessen gewöhnliche Entlohnung, d. h. die Zinsen) ausgeschlossen wird,

dafür aber die Verteilung des Gewinnes unter die Mitglieder im Verhältnis zur Inanspruchnahme des Unternehmens eingeführt wird; das heißt, man weist den Gewinn anderen Faktoren zu, von denen die Gewinnbildung abhängig ist, also der Arbeit, den Rohstoffen und den Produkten der wirtschaftlichen Tätigkeit, die sich vom Standpunkte der letzteren als solche darstellen, natürlich insofern sie durch die Genossenschaftsmitglieder, die die wirtschaftlichen Beherrscher des Unternehmens sind, repräsentiert werden. Wenn die genossenschaftlichen Institutionen sich an diese Bedingung nicht hielten, so wären sie philanthropische Einrichtungen, oder sie müßten auf kommunistischen oder kollektivistischen Grundlagen fußen, was wir bei ihnen nicht bemerken. Von den letzteren unterscheiden sie sich außerdem dadurch, daß sie den Gewinn nicht allen anderen Faktoren derselben mit Ausschluß des Kapitals, sondern nur einem Faktor, zuteilen, andernfalls müßten sie nämlich die Gesamtheit des wirtschaftlichen Lebens der Gesellschaft als solche umfassen, eine arbitrale Verteilung des Mehrwertes und einen künstlichen Maßstab des Wertes annehmen. Im Gegensatz dazu können wir für die Genossenschaften als charakteristische Kennzeichen feststellen: die Beibehaltung des bestehenden Wertmaßstabes, der auf Angebot und Nachfrage beruht, sowie auch anderer Grundlagen der bestehenden Ordnung, vor allem des Privatbesitzes, den sie nicht eliminieren, sondern nur dessen sozialwirtschaftliche Wirkungen korrigieren. Wie aus obigen grundlegenden Prämissen folgt, kann der in den Genossenschaften gewinnerhaltende Faktor nur dasjenige Glied des gegebenen wirtschaftlichen Verhältnisses sein, welches relativ schwächer ist, weil er von der wirtschaftlichen Beherrschung, beziehungsweise von der Macht des Kapitals, keinen Gebrauch machen kann. Ebenso ist es eine notwendige Konsequenz des so aufgefaßten Wesens der Genossenschaften, daß für ihre Mitglieder die Gewinnziehung aus der bloßen Tatsache der wirtschaftlichen Herrschaft über das Unternehmen, also aus den Geschäften mit den Nichtmitgliedern, ausgeschlossen wird, womit sich kausal das Bestreben vereinigt, die neuen genossenschaftlichen Methoden der Gewinnverteilung auf die Gesamtheit des wirtschaftlichen Lebens zu erweitern und die Institution des kapitalistischen Unternehmers aus der sozialen Ordnung zu beseitigen. Zum Ausdruck gelangt dies in dem allgemein anerkannten und angewandten Grundsatz der nicht geschlossenen Mitgliederzahl, der Zugänglichkeit der Genossenschaften für alle. Auf

den obigen grundsätzlichen Merkmalen muß beruhen und beruht tatsächlich der Bau der genossenschaftlichen Institutionen.

Die dargestellte Auffassung des volkswirtschaftlichen Wesens der Genossenschaften hat bisher in der Volkswirtschaftslehre nicht recht Eingang gefunden, nur Gide deutet sie an, bis zu einem gewissen Grade erkennt sie Staudinger an. Implicite liegt sie fast allen den Ansichten zugrunde, welche das wesentliche Merkmal der Genossenschaften in der Gewinnverteilung unter die Mitglieder je nach der Inanspruchnahme des Unternehmens erblicken. Diese Ansichten sind am meisten in England, Frankreich, Italien verbreitet. Doch in diesen Ländern ist gleichzeitig vielfach eine radikalere und engere Ansicht über das Genossenschaftswesen und dessen Bedeutung verbreitet, besonders in den Kreisen, welche den föderalistischen Konsumgenossenschaften nahe stehen. Insbesondere ist man der Meinung, daß die Genossenschaften im allgemeinen alle Produktionsfaktoren außer der Arbeit von der Anteilnahme am Volkseinkommen ausschließen, indem sie den Unternehmergewinn den Konsumenten als solchen, in ihrem Charakter der Repräsentanten der gesellschaftlichen Interessen zufallen lassen. Als Genossenschaften wären also nur Genossenschaften föderalistischer Richtung für die persönliche Konsumtion oder für Versicherung des persönlichen Risikos anzusehen. Sie sollen in sich selbst die innere Fähigkeit besitzen, die Produktion für die Konsumenten, d. h. für die Gesellschaft, zu beherrschen und also die gegenwärtige Wirtschaftsordnung vollständig umzugestalten, was das wesentliche Ziel und Merkmal des Genossenschaftswesens sein soll. Gegen eine solche Auffassung des Genossenschaftswesens muß man einwenden, daß die persönliche Konsumtion nicht einheitlicher Natur ist, und was die kapitalistischen Produzenten und die vermögenden Klassen anbetrifft, so stärken deren Ersparnisse in der Konsumtion ihre wirtschaftliche Stellung und folglich auch die Macht des Kapitals; aber auch die Zuwendung des ganzen Unternehmergewinnes an die Konsumenten beseitigt nicht die bestehenden Unterschiede in der Verteilung des Reichtums, beseitigt auch nicht die Möglichkeit ihres Anwachsens in den Händen eizelner Personen; schließlich ergibt sich aus dem Wesen der Konsumgenossenschaften als solcher keineswegs die Fähigkeit zur Sozialisierung des Produktionsmittelbesitzes und der Produktion selbst; ebensogut könnten in dieser Richtung andere Arten der Genossenschaften wirken, die Konsumgenossen-

schaften selbst aber brauchen ihre Gewinne nicht zu sozialisieren, sondern sie können sie ihren Mitgliedern zuführen, ohne daß sie damit irgendwie ihre logische Natur verletzen. Die also von dieser Richtung hervorgehobenen Momente ergeben sich nicht selbständig aus dem Wesen der Genossenschaften, sie sind nur quaestio facti, und zwar einer zweifelhaften Tatsache, sogar bei Berücksichtigung der fernsten Zukunft; sie sind von außen aufgenommen und in das Genossenschaftswesen eingeführt, sie haben nur politisch wirtschaftliche Bedeutung, sie können nur als Ausgangspunkt zu Gliederungen der Genossenschaften in einzelne Kategorien, nicht aber zur Konstruktion ihres Begriffes dienen. Dasselbe gilt auch von der Ausschließung der Rohstoffe, als Formen des Kapitals, von der Gewinnverteilung innerhalb des Unternehmens; die Art der Güter ist in diesem Falle gleichgültig, Bedeutung besitzt hier das Kapital nur in seiner Eigenschaft als Ausdruck für die wirtschaftliche, den Kapitalismus charakterisierende Beherrschung und nicht als sachlicher, absoluter Begriff.

Die von uns durchgeführte Konstruktion des Wesens der Genossenschaften, die auf dem grundsätzlichen Zusammenhang mit den wichtigsten Problemen der Nationalökonomie beruht, erscheint als logisch einheitlich, reich an Konsequenzen und umfaßt den möglichst weitesten Kreis der betrachteten Institutionen, insofern sie nur einheitlicher Natur sind. Aus ihr ergeben sich von selbst, allein durch logische Entwicklung, sämtliche Probleme der Genossenschaftstheorie und finden ihre mit den Tatsachen des Lebens übereinstimmende Lösung. Das Genossenschaftswesen stellt sich uns dar als Korrektur unserer sozialwirtschaftlichen Ordnung, als Verbesserung des Funktionierens derselben. Die Grenzen der Anwendbarkeit der Genossenschaften sind vom Ziele ihrer Tätigkeit abhängig, das nicht auf Gewinnerzielung aus der Tatsache der wirtschaftlichen Beherrschung, bezw. aus dem Kapital, gerichtet sein darf. Die Gliederung der Genossenschaften in Kategorien muß zum Ausgangspunkt diejenigen Faktoren nehmen, welche das Entstehen des Unternehmergewinns in der Institution beeinflussen, weitere Unterteilungen müssen sich an den wirtschaftlichen Charakter der durch die Institution zu deckenden Bedürfnisse anschließen. Schließlich finden wir in dem aufgestellten ökonomischen Begriffe der Genossenschaften das Kriterium zur Beurteilung ihrer Organisationsgrundsätze, die so häufig hervorgehoben werden. Sie alle ergeben sich

aus diesem Begriffe, diejenigen aber, welche in ihm nicht enthalten sind, wie Selbsthilfe, gleiche Pflichten der Mitglieder u. drgl., erscheinen ohne jeden logischen Wert oder als nicht übereinstimmend mit der Wirklichkeit.

Auf diese Weise erhalten wir eine eingehende Bestimmung der Genossenschaften mit folgendem Inhalt: Die Kooperation ist diejenige Art der Führung eines Sammelbetriebes, welche auf der Ausschaltung des Kapitals von der Gewinnverteilung aus dem Unternehmen und auf der Zuteilung des Gewinns ausschließlich an den schwächeren Teil der gegebenen Art der wirtschaftlichen Verhältnisse beruht und welche in ihrer Verfassung das Streben nach Verbesserung unserer sozialwirtschaftlichen Ordnung durch Eliminierung der Institution des kapitalistischen Unternehmers aus derselben enthält, ohne jedoch darüber hinaus andere wesentliche Grundlagen dieser Ordnung zu berühren. Infolgedessen ergibt sich als wirtschaftendes Subjekt eine freiwillige Vereinigung von Personen mit nichtgeschlossener Zahl von gleichberechtigten Mitgliedern, das Unternehmen aber beschränkt seine wesentliche Tätigkeit auf die Mitglieder und umfaßt das Gebiet, in welchem diese die wirtschaftlich schwächere Partei sind, wobei die Gewinne aus dem Unternehmen unter die Mitglieder im Verhältnis zur Inanspruchnahme desselben verteilt, oder auch in einen speziellen Fond gesammelt werden, auf welchen im Falle der Auflösung der Vereinigung die Mitglieder in der Regel keinen Anspruch haben.

Seinem Wesen nach schließt obiger Begriff aus dem Kreise der Genossenschaften alle die Institutionen aus, welche den Gewinn im Verhältnis zu dem in dem Unternehmen angelegten Kapital verteilen. Sowohl vom Standpunkt der Theorie als auch des Charakters und der Bedeutung ihres Funktionierens in der Praxis unterscheiden sie sich grundsätzlich von den Genossenschaften. Ihre Natur unterscheidet sich gar nicht von der der kapitalistischen Vereinigungen. Nur mit Rücksicht darauf, daß in ihnen sporadisch gewisse soziale Tendenzen erscheinen, welche manche genossenschaftliche Grundsätze widerspiegeln, und obgleich sie im Gegensatz zum wirtschaftlichen Wesen der besprochenen Institutionen stehen, doch formell in ihnen anerkannt und öfters auch angewandt werden, können sie als eine spezielle Art kapitalistischer Vereinigungen, als kleinkapitalistische Volksassoziationen besonders hervorgehoben werden. Diese Unterscheidung bedingt aber kein Urteil hinsichtlich

der Überlegenheit des einen oder des anderen Typus der Institutionen; jeder von ihnen hat seine speziellen Aufgaben, sein eigenes Arbeitsgebiet, auf welchem er mit sozialem Nutzen tätig sein kann, jedoch jeder erfordert andere Arbeitsmethoden und einen anderen Wirkungskreis. Nichts ist aber in der Praxis so unfruchtbar und kann so leicht zu Enttäuschungen führen, als wenn man diese beiden Typen der Vereinigungen miteinander vermischt.

---

14. MICHALSKI KONSTANTY C. M. **Tomizm w Polsce na przełomie XV i XVI wieku.** *(Die thomistische Philosophie in Polen an der Wende des XV. und XVI. Jahrhunderts).*

In der Geschichte der Jagellonischen Universität machte sich die Ansicht geltend, daß am Ende des XV. Jhs. in Krakau zwei philosophische Richtungen bestanden: die „via antiqua" war sowohl durch den Thomismus als auch den Skotismus vertreten, die „via modernorum" fand ihren Führer in der Person Michaels von Breslau. Der Verfasser der Abhandlung beweist einerseits gegen Prantl, daß Michael von Breslau kein Terminist war, sondern der thomistischen Schule angehörte, bemerkt aber anderseits, daß auch der terministische Gedanke eine Zeitlang in Krakau blühte und schon am Anfange des XV. Jhs. Wurzeln faßte. Daß die „schola modernorum" auf die philosophische Bewegung in Polen einen Einfluß ausübte, beweisen vorerst die verhältnismäßig zahlreichen Handschriften der Werke des Johannes Buridanus (22), Albertus de Saxonia (8), Marsilius von Jnghen (10) und Nikolaus von Oresme (6), welche in der Jagellonischen Bibliothek aufbewahrt werden und die vorwiegend aus Prag stammen, woher auch die ersten Professoren der erneuten Krakauer Universität berufen wurden. Der Kodex Nr. 658, welcher die „Quaestiones Byridani.. super libros (I—X.) Ethicorum" enthält, trägt fol. 110-vo den Vermerk „Terminantur Quaestiones.. III ij libri Ethicorum reportate Wyenne a. d. 1372": diese Notiz bildet einen kräftigen Beweis gegen Duhem, welcher (Études sur Léonard de Vinci, Paris 1913, S. 9, 19) Buridanus den Kommentar zur aristotelischen Ethik abgesprochen hat, um die Wirkungszeit des vermeintlichen Autors in den Anfang des XV. Jahrhunderts zu versetzen.

Es unterliegt keinem Zweifel, daß zu den Anhängern der neuen Pariser Richtung in Krakau neben Paul von Worczyn auch Bene-

diktus Hesse gehörte, einer der ersten Schüler der Jagellonischen Universität, der 41 Jahre (1415—56) hindurch daselbst als Professor wirkte und den ersten Krakauer Traktat an das Basler Konzil verfaßte. Seine „Disputata de anima“ (Ms. 1901 und 2013) verfechten die These, daß es keinen realen Unterschied zwischen der Seele und ihren primären Vermögen gebe, seine „Exercitia physicorum“ (Ms. 1367) enthalten die für die moderne Dynamik grundlegenden Gedanken des Buridanus. Dabei ist sowohl das chronologische Moment als die Doktrin selbst zu beachten, weil nach den Studien Prof. Duhems (op. cit. Série II, 1909, S. 206) zur Geschichte der Pariser physischen Schule in der ersten Hälfte des XV. Jhs. uns Dokumente fehlen und am Ende desselben Jahrhunderts die Gedanken des Buridanus durch fremde Elemente schon teilweise entstellt wurden. Es verdient also hervorgehoben zu werden, daß an der Jagellonischen Universität in der ersten Hälfte des XV. Jhdts. Benediktus Hesse zwei Grundgedanken des Philosophen von Béthune lehrte: Der Körper bewegt sich im Raume kraft des ihm mitgeteilten „impetus“ so lange, bis ihn der Widerstand der Umgebung in den Zustand der Ruhe bringt; aus dem „impetus“ wird auch die Beschleunigung des fallenden Körpers erklärt. Man kann annehmen, daß diese Ideen nicht gänzlich verschollen waren, als in das Album der Krakauer Scholaren der Name des Nikolaus von Kopernik eingetragen wurde. Die Oberhand behielt aber in Krakau am Ende des XV. Jahrh. die „via antiqua“, da ihr eine neue Kraft zuströmte, als Michael von Bystrzyków (Michael Parisiensis) aus Paris das skotistische System mitbrachte und der Thomismus gleichzeitig eine eigentümliche Färbung bekam durch die Einwirkung des Kölner Streites zwischen den Albertisten und den Thomisten.

Der Verfasser stellt den Werdegang des Streites dar, wobei er hervorhebt, daß in der kölnischen „Bursa Laurentiana“ der neoplatonische Gedanke durch Heimericus de Campo, der mit Nikolaus von Cues in näheren Beziehungen lebte, weiter entwickelt wurde. Einen Beweis dafür sieht der Verf. in dem Inhalte der bisher unbekannten Schrift von Heimericus u. d. T. „Compendium divinorum“. Der erste Teil des Kompendiums besteht aus 13 Theoremen, von denen wieder jedes die Grundlage zu zwei allgemeinen Urteilen in Form von Korollarien bildet. Alle diese Sätze, von Proklus und Nikolaus von Amiens entlehnt oder der Schultradition entnommen, erscheinen in den drei weiteren Teilen des Werkes als

keinem Zweifel unterliegende Axiome. Sowohl durch diese Theoreme als auch durch die weitere deduktive Methode gehört der Traktat des Heimericus in die Reihe der analogen Werke, die von Boëthius, Witelo, Alanus und Pseudo-Alanus stammen. Auch er ist eine „Metaphysica modo geometrico deducta". Von großer Wichtigkeit ist der Inhalt des Werkes, da er den Beweis liefert, daß der neoplatonische Gedanke in Köln seit der Zeit Albertus des Großen nie erloschen ist, sondern in den Schriften Ulrichs von Straßburg, Dietrichs von Freiburg und Bertholdus von Mosburg fortlebte, um noch einmal im XV. Jh. bei Heimericus de Campo hervorzutreten. Die Quelle dieser neoplatonischen Ideen war vor allem die „Στοιχείωσις θεολογική" des Proklus und vielleicht auch Ulrich von Straßburg, der in den „Problemata" zitiert wird. Der Ausfluß alles Seins aus Gott, eine „Lichtontologie", eine hierarchische Ordnung aller Dinge nach ihrer Entfernung vom Urquell und die Rückkehr aller Wesen zu Gott infolge eines innern Dranges — bilden die Hauptgedanken dieses metaphysischen Traktates. Man muß aber hervorheben, daß die Emanation hier ihren eigentlichen Sinn eingebüßt hat, um unter dem Einfluß des Kommentars Albertus des Großen zum „Liber de causis" als immanenter Akt zu erscheinen, der in letzter Konsequenz mit dem Sein (esse) des ersten Prinzips identisch ist. Bisher kannte man von den Schriften des Heimericus nur die „Problemata inter Albertum Magnum et sanctum Thomam" (1423), deren Spitze nicht so sehr gegen die „moderni", als vielmehr gegen die Thomisten der Kölner „bursa Montis" gerichtet war. Von den 21 Streitpunkten zwischen den Albertisten und den Thomisten, gibt Prantl in seiner „Geschichte der Logik" (IV, 183/4) nur die vier ersten logischen Probleme an, obgleich gerade die weiteren Probleme (die dem Gebiete der Physik, Psychologie und Metaphysik angehören) das größte Interesse beanspruchen, da aus ihnen ersichtlich ist, daß in der „bursa Laurentiana" noch manche Ideen des alten Augustinismus fortlebten. Auch dieses Werk trägt ein neoplatonisches Gepräge und einige seiner Probleme treten erst dann in der volles Licht, wenn man sie mit dem Inhalt des „Compendium" zusammenstellt. Für die Übereinstimmung der Lehre des Albertus und Thomas trat Gerhardus de Monte im „Tractatus" (1456) und in der „Apologetica" ein, obwohl er im Kommentar zu „De ente et essentia" die Differenzen der beiden Meister der Hochscholastik streift. Schon im Jahre 1456 erscheint in Krakau die Handschrift

(Ms. 695) mit dem „Compendium“ (Incipit: Philosophie Flores. In hoc opusculo sub compendio colligere propono) und den zu demselben von Heimericus selbst verfaßten „Dubia“ (Incipit: Philosophie flores — incipit compendium prime philosophie, quod intitulatur); die „Problemata“ aber samt der Antwort Gerhards wurden in Krakau im J. 1476 aufgezeichnet (Ms. 3777). Dann kommt eine Flut von Kölner Drucken, so daß noch heute in der Jagellonischen Bibliothek sich neben 7 Handschriften über 70 Inkunabeln befinden, die ihrem Inhalte nach der genannten Richtung angehören. Zwischen Krakau und den Rheinländern bestand damals ein reger Verkehr nicht nur infolge der Reisen der Scholaren, sondern auch wegen der Handelsbeziehungen und Familienverhältnisse der Krakauer Bürgerschaft.

Zur thomistischen Richtung, welche unter dem Einflusse der Kölner Schule stand, gehört vor allem Johann von Glogau. Er war kein Eklektiker in der Philosophie, wie man es bisher annahm, wohl aber ein großer Polyhistor: er schreibt musikalische Glossen, veröffentlicht eine dreibändige astrologische Enzyklopädie (B. Pal. Vien. Cod. 5000, 5499; Cod. Crac. 1963), urteilt in deutsch und lateinisch verfaßten „Prognostica“ über die Zukunft des Himmels und der Erde, bringt auf seiner Rückreise aus Wien im Jahre 1497 eine ganze Reihe von mathematischen, astronomischen und physischen Werken, schreibt ein „Introductorium“ zu den „Canones directionum“ des Johannes de Monte Regio, erklärt Alexander de Villa Dei und Donatus minor auf Grund der Theorie der „modi significandi“, zeichnet am Rande des Krakauer Inkunabels (Nr. 636) einen ganzen geographischen Traktat, wiederholt im Cod. Crac. 2703. u. d. T. „In Dionisy Tessalonicensis Geographiam Supleciones ex Ptolomeo, Strabone, Plinio, Paulo Orosio, Pomponio Mella, Petro Cameracensi ceterisque huius artis professoribus.. a. D. 1492 (die Nachricht von diesem geographischen Traktat hat der Autor von Prof. Dr. L. Birkenmajer erhalten). Von dem gedruckten Nachlasse Johanns von Glogau sind zu erwähnen seine Kommentare zu Petrus Hispanus, zu der ganzen Logik und De anima des Stagiriten und eine geschickte Kompilation u. d. T. „Physionomia“. In den Krakauer Handschriften haben wir endlich (Ms. 2089) eine „Introductio pulcra in VIII libros Phys. a. 1500, — Randglosse „ad intentionem Alberti Magni“ — „Super Metaphysicam“ (Ms. Crac. 2090), „Disputationes in Metaphysicam“ (Ms. Crac. 2453) und einen Kommentar zu „De ente et essentia“ des heiligen Thomas (Ms. Crac. 2453). Sehr gelungen ist der Kom-

mentar zu den „Parva logicalia" des Petrus Hispanus, wo der Krakauer Magister in sieben Sätzen alle Streitfragen zwischen dem Verfasser der Summulae und den Modernen zusammenfaßt; die letzteren heißen hier, wie auch im Kommentar zu libri Elenchorum, „logici communes". In dem Inhalt der Schrift tritt eine Abhängigkeit von den: „Copulata... Petri Hispani Coloniae in bursa Montis regentium 1487" hervor. Von diesem letzteren Werke wurden die zwei Traktate: „Obligatoria" und „Insolubilia" mit ihren Kommentaren wörtlich den Ausgaben unseres Johannes einverleibt, aber darin dürfte man eher eine Idee des Herausgebers und nicht etwa ein Plagiat seitens des Krakauer Magisters sehen, wofür wir einen Beweis haben in dem Colophon, welcher vor den abgedruckten Traktaten angebracht wurde. Zu den 21 Regeln der „Consequentiae" hat Johannes von Glogau noch weitere 40 hinzugefügt, von denen eine beträchtliche Zahl Marsilius entnommen ist. Es muß hervorgehoben werden, daß schon die Existenz dieses Kommentars hinreicht, um die Hypothese Prantls (IV, 291) zu stürzen, als ob unser Magister das „Commentum... in I et IV tractatus Petri Hispani, Hagenau 1495" verfaßt hätte. Die wiederholte Erwähnung der Wiener Schule dürfte eher auf Wien als den Abstammungsort des Commentums hinweisen (z. B. fol. p — 3: „alia opinio communis scholae viennensis... et... Thomae de Clivis" [Wiener Prof.]). — „In der Vorrede zum „Exercitium... in libros Vet. Artis... 1504" bemerkt zwar Johann von Glogau, daß er die „Quaestiones" Versors dem Verständnisse der akademischen Jugend näher bringen will, ein gründlicheres Studium beweist aber wenigstens eine gleiche Abhängigkeit von den „Copulata... in vet. artem... sec. processum... Coloniae in bursa Montis 1488". Dem Versor ist auch ein großer Teil der „Quaestiones" entnommen, jedoch ohne die zugehörigen Erörterungen. Eine wörtliche Wiedergabe lieferte der Herausgeber bloß von dem Kommentar Versors zum „Liber sex principiorum" von Gilbertus Porretanus. Von den Streitpunkten zwischen den Albertisten und den Thomisten hebt der Kommentar neben dem principium individuationis auch die Frage hervor, ob die Logik den theoretischen oder den praktischen Wissenschaften angehöre. Im „Exercitium nove logice seu... Priorum et elenchorum" stammen wieder die Thesen vom Versor, sind aber unabhängig von ihm, obgleich wieder im Anschluß an anderere Autoren, bearbeitet: die Einleitung zur ersten Analytik ist nach Tungers „Epitomata" angegeben, die Eröterung

der syllogistischen Figuren fußt wahrscheinlich auf dem „Commentum“ von Hagenau; in der zweiten Analytik bildet Paul von Venedig die entscheidende auctoritas. Auf Grund dieser Abhängigkeiten kann aber mit Prantl nicht gesagt werden, daß Johann von Glogau in das Lager der Terministen übergegangen wäre, da doch eine vermittelnde Erläuterung der IV. Figur des Syllogismus samt dem Memorialvers.: „Fecana u. s. w.“ nicht hinreicht, um über ein philosophisches System zu entscheiden. Von den Kölner Kontroversen erscheint die „Demonstratio potissima“, welche nach Paulus Venetus gelöst wird. Im Kommentar zu „De anima“ (Thesen aus Versor) verficht er den Gedanken einer besonderen Methode für die Psychologie als einer speziellen Wissenschaft; mit Hinweis auf medizinische Autoritäten (Gordonius, Mundinus) zieht er in seinen Beweiskreis psychopathologische Tatsachen hinein, erwähnt mehrmals den Einfluß der Sterne auf das Seelenleben des Menschen. Mit Thomas von Aquino und gegen Albertus beweist er, daß der eigentliche Gegenstand (obiectum proprium) unseres Verstandes nur das Wesen der materiellen Substanzen sei und daß den Sitz der Seele nicht das Herz allein, sondern der ganze Körper bilde; mit Albertus und gegen Thomas vertritt er die Lehre, daß der Verstand seine Akte ohne Mitwirkung der Einbildungskraft vollziehen könne, nachdem er sich schon einen Begriff auf Grund des entsprechenden Phantasma gebildet hat; mit Albertus und gegen die Meinung Thomas, erklärt er sich für die Fünfzahl der inneren Sinnesfähigkeiten, weil pathologische Phänomene die Annahme eines Unterschiedes zwischen „phantasia“ und „imaginativa“ fordern. In der Metaphysik bekämpft Johann von Glogau die Univocität des Seins bei den Skotisten, betont den Unterschied der Anschauung des Thomas von Aquino und Albert des Großen, betreffend das Verhältnis zwischen essentia und esse, um sich für Thomas zu entscheiden. Übrigens beruft er sich meistens auf die Autorität Alexanders de Alexandria, der durchaus kein so reiner Skotist ist, wie es De Wulf behauptet (De Wulf — Eisler, Geschichte der mittelalterlichen Philosophie, 1913, S. 387).

Von den Krakauer Magistern gehört der thomistischen Richtung auch Jakob von Gostynin an, ein vicecancellarius der Universität († 1506), welcher in den „Theoremata... autoris causarum. 1507“ den Inhalt des Liber de causis erläutert auf Grund der Kommentare Alberts des Großen, des Thomas von Aquino und Aegidius Romanus. Alle neoplatonischen Unklarheiten schwinden bei ihm — unter dem kon-

sequenten Einflusse des Aquinaten; dem Aquinaten sind auch die Proklus-Zitate entnommen. Er bespricht mehrmals den Unterschied zwischen den Albertisten und den Thomisten, schwankt aber bisweilen und schwingt sich nicht zu einem selbständigen Urteil auf: „Notandum, quomodo causa prima existat in omnibus rebus; quia tamen est circa hoc diversitas opinionum... quia aliter sentiunt thomistae... aliter albertistae, ideo, quam accepiam, non sciam" (fol. 50). Im ganzen Kommentar herrscht eine konsequente deduktive Methode: an jede propositio des Textes schließt sich eine Reihe von Voraussetzungen an, aus denen wieder einige Urteile folgen, die die Grundlage zu Korolarien bilden. Den weiteren Text, das sog. „Comentum" erklärt nur eine dürftige Glosse. In den unvollendet gebliebenen Kommentaren zur Physik und Metaphysik, die vom Verf. der Abhandlung entdeckt wurden (Ms. Crac. 505), stellt Jakob von Gostynin sehr oft die Ansichten der Albertisten und der Thomisten gegenüber.

Die schwächsten Spuren der Kölner Richtung finden wir bei dem dritten Krakauer Magister, Michael von Breslau, vertreten, dessen Schriften der Verf. der Abhandlung auch einer eingehenden Analyse unterzieht. Prantl, dem nur Michaels „Introductorium dialecticae, quod Congestum logicum appellatur" bekannt war, hat unseren magister den Terministen angereiht, obgleich der Inhalt auch dieses einzigen Werkes entschieden beweist, daß sein Verfasser der „via antiqua" angehörte. Der „terminus" erfüllte nach den „moderni" die Funktion der Vertretung nur im Bereiche der Urteile, während er bei Michael von Breslau irgend ein Objekt, auch außer dem Urteile, vertritt („suppositio est acceptio termini substantivi pro aliquo" (op. cit. Argentinae, 1515, fol. 1—4). Ebensowenig finden wir beim Krakauer Magister die terminische Einteilung der „suppositio" in „materialis", „simplex" und „personalis", wohl aber die ältere in „communis" und discreta" mit einer Unterabteilung bei der letzteren in „simplex" und „personalis". Einen endgültigen Beweis bildet die Tatsache, daß der „suppositio simplex" ein „universale in rebus" entspricht. („Suppositio simplex et acceptio termini pro re universali" ibid. fol. 1—4) — bei den Okkamisten aber („secundum alios" — äußert sich ausdrücklich Michael von Breslau) vertritt der terminus in diesem Falle den Begriff des Objektes und nicht das Objekt selbst. Da dieses Handbuch nicht nur den Zweck verfolgte die jungen Scholaren in die dialektische

Kunst einzuführen, sondern auch dieselben zu öffentlichen Disputationen vorzubereiten, finden wir am Ende eine Reihe von diesbezüglichen Anweisungen. Keinen Einfluß des okkamistischen Gedankens können wir auch in einem zweiten Werke des Vratislaviensis u. d. T. „Epitoma figurarum in libros physicorum et de anima Aristotelis" nachweisen. In der Einleitung finden wir eine Zahl von Postulaten, welche jeder Philosoph zu berücksichtigen hat: Nichts ohne Grund anzunehmen, in jeder Wissenschaft eine eigene, in derselben begründete Methode anzuwenden, zur Wahrheit durch Erfahrung, Vernunftschlüsse, Ausnützung von Schriften und Zeugnissen vorzudringen, und endlich der Wissenschaft einen ethischen Zweck zu setzen. Dieser wichtige Passus findet sich schon in einigen Kommentaren zum „Parvulus philosophiae naturalis", die sich in Krakauer Handschriften befinden, und das erstemal — soweit es dem Verfasser bekannt ist — in den „Disputata de anima" von Benedictus Hesse. Ähnliches bei Isidorus v. Sevilla. Im zweiten Teile des „Epitoma figurarum", welcher von der Seele handelt, wird die Rolle des „spiritus vitalis" hervorgehoben, wahrscheinlich unter dem Einflusse Alberts des Großen. — Das „Epitoma conclusionum theologicalium pro introductione in IV. libros sententiarum..." ist nebst den „Theoremen" Jakobs von Gostynin die erste in Polen gedruckte Theodicee. Zwei Beweise für die Existenz Gottes beruhen auf peripatetischen Grundsätzen der Wirkungsursache und der Kontingenz der Dinge; zwei andere wählen zum Ausgangspunkt die Schönheit und Güte der Geschöpfe, um daraus auf die Notwendigkeit der Existenz ihrer ersten Quelle zu schließen (Anselmus). Als ausschlaggebende Autoritäten treten neben Thomas von Aquino noch Bonaventura, Richardus a St. Victore und der in Krakau sehr bekannte (11 Ms.) Thomas von Straßburg hervor. Sehr charakteristisch ist auch ein tiefer Gefühlston, der das ganze Werk durchdringt. In der Rand- und Interlinearglosse zur Metaphysik (Ms. 510) wiederholen sich fortwährend Zitate aus Albertus, Thomas von Aquino und Alexander de Alexandria, selten aus Versor. Von hoher Bedeutung für die Geschichte des wissenschaftlichen Lebens an der Jagellonischen Universität ist die Sammlung von Sophismen und Quaestionen (Ms. 2205), welche größtenteils aus ordentlichen und außerordentlichen Disputationen unter der Leitung Michaels von Breslau hervorgegangen sind: ein jeder „Actus" enthält zwei Sophismen und zwei „Quaestiones".

In einem weiteren Teile der Abhandlung werden die philosophischen Handbücher besprochen, welche man in Krakau gebrauchte. Bei dieser Gelegenheit weist der Verfasser auf die veränderte Auffassung der „Suppositio simplex“ bei Thomas Murner hin („Suppositio simplex est acceptio termini simplicis seu termini mixti, cuius una pars non supponit alio genere suppositionis quam alia (Chartiludium logice, Argent. 1509, fol. L. 5-ro)“; er beweist ferner, daß die sogenannten „Formalitates“ ein skotistisches Gegenstück zu „De ente et essentia“ des hl. Thomas bildeten und als Einleitung oder „Parvulus“ zur Metaphysik dienten; er erklärt sich für die Echtheit der „Summa naturalium“ Alberts des Großen auf Grund einer Handschrift von Kloster Neuburg aus dem XIII. Jahrhudert (Cod. Claustro Neoburgensis 270, fol. 47. Initium: „Incipit philosophia dmni Alberti cuius primus tractatus etc.“), wobei bemerkt wird, daß ein sehr benütztes Exzerpt aus diesem Kompendium schon im Jahre 1388 bestand. (Cod. Rivipull. 141. Incipit: Natura est principium etc.). Am Schluß der Abhandlung wird die Ansicht begründet, daß in den Streitigkeiten an der Krakauer Universität am Ende des XV. und in den ersten Dezennien des XVI. Jahrhunderts auch das nationale Element eine gewisse Rolle gespielt hat.

15.

BIBLIOGRAPHIE.

I. Classe de philologie.

»Biblioteka pisarzów polskich«. *(Bibliothèque des écrivains polonais)*, Nr. 70, 8-o, pp. XIV et 449.

Brückner Aleksander. »Przyczynki do dziejów języka polskiego. Serya IV«. *(Contributions à l'histoire de la langue polonaise. IV-e partie)*, 8-o, p. 93.

— Serya V. *(— V-e partie)*, 8-o, p. 91.

Bystroń Jan. »Zwyczaje żniwiarskie w Polsce«. *(Les coutûmes polonaises concernant les moissons)*, 8-o, pp. XI et 293.

Morawski Casimirus. »Quaestiones convivales«, 8-o, p. 19.

Nitsch Kazimierz. »Monografie polskich cech gwarowych. Nr. 1. Fonetyka międzywyrazowa. Nr. 2. Małopolskie *ch*«. *(Monographies des caractères dialectiques polonais. No. 1 Phonétique intermédiaire entre les mots. No. 2. ch dans la Petite Pologne)*. 8-o, p. 58.

Otwinowski Konstanty X. »Dzieła X. Piotra Skargi. Spis bibliograficzny«. *(La Bibliographie des oeuvres de l'abbé Piotr Skarga S. J.)*, 8-o, pp. XVI et 124.

»Pieśń rokoszan z r. 1606«. *(Le chant des révoltés de l'année 1606), publié* par Z. Jachimecki, 8-o, p. 13.

»Pisma polityczne z czasów rokoszu Zebrzydowskiego 1606—1608, część I. Poezya rokoszowa«. *(Oeuvres politiques du temps de la conspiration de Zebrzydowski 1606—1608. I-ère partie: Les oeuvres poétiques)*, publiées par J. Czubek, 8-o. pp. XI et 406.

Reinhold Joachim. »Ze studyów nad starofranc. rękopisami Floire et Blancheflor«. *(Les manuscrits de Floire et Blancheflor)*, 8-o, p. 132.

Rostafiński J. »O nazwach i użytkach ćwikły, buraków i barszczu«. *(Mémoire sur les termes employés dans la langue polonaise pour désigner quelques produits des betteraves)*, 8-o, p. 46.

»Rozprawy Akademii Umiejętności. Wydział filologiczny«. *(Travaux de l'Académie des Sciences. Classe de philologie)*, sér. III, vol. LIII, 8-o, p. 348.

— sér. III, vol. LIV, p. 351.

Schneider Stanisław. »Ze studyów mitologicznych i ludoznawczych«. *(Études mythologiques et ethnographiques)*, 8-o, p. 84.

Sinko Tadeusz. »De Cypriano martyre a Gregorio Nazianzeno laudato«, 8 o, p. 33.

Sinko Tadeusz. »Antyk Wyspiańskiego«. *(Les sources classiques dans l'oeuvre de Stanislas Wyspiański)*, 8-o, p. 319.

»Sofoklesa tragedye«. *(Les tragédies de Sophocle)*, traduites par K. Morawski, 8-o, pp. II et 498

Szyjkowski Maryan. »Edwarda Younga „Myśli nocne" w poezyi polskiej. Ze studyów nad genezą polskiego romantyzmu«. *(Les „Nuits" d'Eduard Young dans leur rapports avec la poésie polonaise)*, 8-o, p. 55.

Ujejski Józef. »Główne idee w »Anhellim« Słowackiego«. *(Les idées dominantes dans le poème „Anhelli" de Jules Słowacki)*, 8-o, p. 140.

Windakiewicz Stanisław. »Krasiński i Dante«. *(L'influence de Dante sur les poèmes de Sigismond Krasiński)*, 8-o, p. 15.

II. Classe d'histoire et de philosophie.

»Anonymi Descriptio Europae orientalis. Imperium Constantinopolitanum, Albania, Serbia, Bulgaria, Ruthenia, Ungaria, Polonia, Bohemia, anno MCCCVIII exarata« — edidit, praefatione et adnotationibus instruxit Olgierd Górka, 8-o, pp. IL et 70.

»Archiwum Komisyi historycznej. Tom X«. *(Collectanea ex Archivo collegii historici. Tomus X)*, 8-o, p. 415.

Bogatyński Władysław. »Z dziejów małżeństwa Zygmunta Augusta z Barbarą«. *(L'attitude de la Pologne à l'égard du mariage du roi Sigismond Auguste avec Barbe Radziwiłł)*, 8-o, p. 24.

Boratyński Ludwik. »Najdawniejsze relacye biskupów polskich o stanie dyecezyi *(relationes status ecclesiarum)* z Archiwum Kongregacyi del Concilio w Rzymie. *(Les premières relations des évêques polonais sur l'état des diocèses [relationes status ecclesiarum] conservées dans Archives de la Congrégation del Concilio à Rome)*, 8-o, p. 20.

Brzeski Tadeusz. »O granicach ekonomii społecznej. Granice pojęciowe i pojęcia graniczne«. *(Mémoire sur les limites de l'Économie politique)*, 8-o, p. 97.

Dąbrowski Jan. »Z czasów Łokietka. Studya nad stosunkami polsko-węgierskiemi w XIV w. Część I«. *(Les rapports de Ladislas Łokietek [1306—1333] avec la Hongrie I-ère partie)*, 8-o, p. 51.

»Gawrońskiego Franciszka Salezego pułkownika Pamiętnik R. 1830/3 i Kronika pamiętnikowa (1787—1831)«. *(Mémoires du colonel Franciszek Salezy Gawroński 1830/33)*, publiés par J. Czubek, 8-o, pp. IX et 527.

Halecki Oskar. »Litwa, Ruś i Żmudź jako części składowe W. Księstwa Litewskiego«. *(La Lithuanie, certains territoires russes et la Samogitie comme parties intégrantes du Grand Duché de Lithuanie)*, 8-o, p. 43.

Kłodziński Adam. »Władysław Łokietek a Habsburgowie«. *(Les rapports du roi Ladislas Łokietek avec les Habsbourgs, 1330—1332)*, 8-o, p. 25.

Łodyński Maryan. »Falsyfikaty wśród dokumentów biskupstwa płockiego w XIII wieku«. *(Les chartes falsifiées du XIII siècle de l'evêché de Płock)*, 8-o, p. 46.

»Monumenta Poloniae Vaticana«. Tomus IV, edidit Ludovicus Boratyński, 8-o, pp. C et 920.

Morawski Kazimierz. »Cesarz Claudius«. *(L'empereur Claude)*, 8-o, p. 33.

»Rozprawy Akademii Umiejętności. Wydział historyczno-filozoficzny«. *(Travaux de l'Académie des Sciences. Classe d'histoire et de philosophie)*, ser. II, vol. XXXIV, 8-o, p. 326.

Rubczyński Witold. »Zarys etyki«. *(Précis de l'étique)*, 8-o, pp. XXII et 380.

Wróblewski Stanisław. »Zarys wykładu prawa rzymskiego. Tom I«. *(Précis de droit romain, I-ère partie)*, 8-o, pp. XII et 531.

Nakładem Akademii Umiejętności.

Pod redakcyą
Sekretarza Generalnego Bolesława Ulanowskiego.

Kraków, 1916. — Drukarnia Uniwersytetu Jagiellońskiego, pod zarządem J. Filipowskiego.

